

André Ferrat et la création du Parti communiste algérien (1931-1936)

Céline Marangé

Fondé tardivement, en octobre 1936, le parti communiste algérien (PCA) aurait vu le jour en catimini, contre les vœux de Maurice Thorez, le premier secrétaire du parti communiste français (PCF)¹. Telle est la thèse qui a longtemps prévalu dans l'historiographie française. Pour l'étayer, des historiens s'appuyaient, au début des années 1970, sur le rapport politique prononcé par Thorez au IX^e congrès du PCF, en décembre 1937². Aux commandes du parti depuis 1930, celui-ci prône alors des positions dites « réformistes », proches de celles des socialistes sous le Front populaire. Il renouvelle son soutien au projet « Blum-Viollette » sur la naturalisation de certaines catégories d'« indigènes » en Algérie, estimant qu'il s'agit d'un premier jalon vers l'émancipation et vers la suppression du code de l'indigénat. Il fait, par ailleurs, preuve d'ambiguïté sur la question de l'indépendance algérienne. S'il rappelle que la revendication fondamentale du PCF « concernant les peuples coloniaux reste la libre disposition, le droit à l'indépendance », il modère son propos en précisant que « le droit au divorce n'implique pas l'obligation de divorcer³ ». Comme l'ont montré divers travaux, on ne saurait réduire à ce seul discours l'action anticoloniale du PCF en Algérie dans l'entre-deux-guerres. Ces déclarations reflètent la « ligne antifasciste » défendue par le Komintern entre 1934 et 1939⁴. Mais elles

¹ Cet article est dédié à mes deux amies d'enfance Fatima Chalal et Soraya Dib. Il est le fruit de recherches menées en juillet 2012 et en septembre 2013 dans les archives d'État russes d'histoire socio-politique (RGASPI) à Moscou. J'exprime mes remerciements à Elena Boltunova et aux professeurs Marie-Pierre Rey et Frédéric Bozo, sans qui cette recherche n'aurait pas eu lieu. Je remercie aussi les personnes qui ont apporté leur concours dans la recherche de documents iconographiques et autorisé leur reproduction, en particulier Jehanne Fay-Peyrin, fille de Victor Fay, Olivia Pelletier, conservatrice du patrimoine des Archives nationales d'outre-mer (ANOM) à Aix-en-Provence, Benoît Van Reeth, directeur des ANOM, Nathalie Minart, responsable du pôle numérique des archives de la Préfecture de Police, Frédéric Genevée, responsable des archives du PCF, Pierre Boichu, archiviste aux archives de Seine-Saint-Denis, et Frédéric Speelman, responsable du centre de documentation Rassembler, diffuser les archives révolutionnaires (RaDAR).

² Cf. Jacques Jurquet, *La révolution nationale algérienne et le Parti communiste français*, tome 2, Paris, Éditions du Centenaire, 1973 (livre marqué par son époque, écrit comme un procès à charge) ; Jakob Moneta, *La politique du Parti communiste français dans la question coloniale, 1920-1963*, Paris, Éd. Maspéro, 1971 (livre intéressant et bien argumenté, écrit par un historien trotskiste qui reproduit et présente de nombreux documents d'époque).

³ Des extraits du rapport sont reproduits dans Jakob Moneta, *La politique du Parti communiste français dans la question coloniale*, *op. cit.*, p. 132.

⁴ Sur la politique algérienne du PCF dans les années 1930, voir : Allison Drew, *We are no longer in France. Communists in colonial Algeria*, Manchester, Manchester University Press, 2014 ; Pierre-Jean Le Foll-Luciani, *Les juifs algériens dans la lutte anticoloniale. Trajectoires dissidentes (1934-1965)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015 ; William Sportisse, Pierre-Jean Le Foll-Luciani, *Le camp des oliviers : Parcours d'un communiste algérien*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012 ; Emmanuel Sivan, *Communisme et nationalisme en Algérie, 1920-1962*, Paris, Presses de la

sont aux antipodes de la politique menée en Algérie entre 1931 et 1936 par un autre communiste français, André Ferrat. Révolutionnaire professionnel, ce dernier réside en 1930-1931 en Union soviétique où il est délégué du PCF auprès du Komintern. À son retour de Moscou, il prend la tête de la Section coloniale centrale (SCC) du PCF et travaille d'arrache-pied pour diffuser le communisme dans les colonies et propager la révolution en Algérie. Charismatique, il gagne la sympathie et la confiance de militants communistes et anticolonialistes algériens. Pendant cette même période, cet homme du sérail qui a pleinement intégré la discipline de parti se défie et se distancie peu à peu du PCF, jusqu'à en être exclu en juillet 1936. La fondation du PCA serait-elle l'œuvre secrète d'un seul homme, désabusé, resté fidèle aux préceptes léninistes sur la lutte contre l'impérialisme, à l'heure où la stalinisation du PCF est achevée et où le Komintern n'a plus d'autres fins que de défendre les intérêts de l'Union soviétique, tels que Staline les perçoit ?

La question des relations entre le Komintern et le PCF a longtemps suscité la controverse, des historiens proches du PCF refusant d'admettre l'emprise du Komintern sur le parti français. S'ils ont vu leurs thèses discréditées après l'ouverture des archives soviétiques, leurs opposants n'ont pas pour autant eu gain de cause. Les tenants du paradigme de la « greffe étrangère »⁵, qui attribuent un rôle prépondérant au Komintern dans l'émergence du communisme français, ont, en effet, eu tendance à exagérer les possibilités d'action du Komintern. Les cadres communistes formés ou dépêchés à Moscou servaient certes de courroie de transmission, mais ils n'obéissaient pas toujours aveuglément. À partir d'une étude par le bas des transferts et des échanges entre le Komintern et les cadres des partis nationaux, des historiens s'attachent depuis quinze ans à mettre en relief la complexité de ces mécanismes d'exportation et d'acculturation⁶. Le parcours d'André Ferrat est à cet égard particulièrement éclairant. Il montre qu'en dépit de la centralisation de la décision, l'initiative individuelle restait possible pour qui connaissait les arcanes du système et qui maîtrisait l'art de la manœuvre. Il révèle, par ailleurs, que le PCF a joué un rôle crucial non seulement dans la naissance du communisme algérien, mais aussi dans l'émergence du premier « Front anti-impérialiste musulman » qui rassemblait différentes forces politiques algériennes.

Cet article repose sur des recherches approfondies dans les archives du Komintern, conservées aux archives d'État russes d'histoire socio-politique (RGASPI) à Moscou et sur la consultation des papiers personnels d'André Ferrat déposés aux archives de l'Office universitaire de recherche socialiste (OURS) à Paris. Le fonds 517 des archives du Komintern, dont une petite partie a été versée sous forme de microfilms inventoriés aux archives du PCF (APCF) à Bobigny, s'avère particulièrement précieux pour comprendre la politique algérienne du PCF. Il compte environ 2 000 dossiers

FNSP, 1976 ; Thomas-Adrian Schweitzer, « Le Parti communiste français, le Comintern et l'Algérie dans les années 1930 », *Le Mouvement social*, n° 78, janvier-mars 1972.

⁵ Cf. Annie Kriegel, *Le système communiste mondial*, Paris, PUF, 1984 ; Stéphane Courtois, Jean-Louis Panné, « Le Komintern à l'action », dans Stéphane Courtois (dir.), *Le livre noir du communisme. Crimes, terreur, répression*, Paris, Robert Laffont, 1997, pp. 299-364.

⁶ Sur le rôle du Komintern dans la diffusion du communisme, voir Tim Rees, Andrew Thorpe, *International Communism and the Communist International, 1919-1943*, Manchester, Manchester University Press, 1998 ; Annie Kriegel, Stéphane Courtois, *Eugen Fried. Le grand secret du PCF*, Paris, Seuil, 1997 ; Serge Wolikow, « Les interprétations du mouvement communiste international » et « Aux origines de la galaxie communiste : l'Internationale », dans Michel Dreyfus (dir.), *Le siècle des communismes*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2000, pp. 83-94 et pp. 199-218 ; Andrew Thorpe, *The British Communist Party and Moscow, 1920-1943*, Manchester, Manchester University Press, 2000.

sur l'activité du PCF (1920-1943), dont plusieurs dizaines portent sur la politique coloniale du PCF et la situation dans les colonies françaises. Volumineux, ces dossiers n'avaient pour la plupart jamais été consultés avant cette enquête. Ils contiennent des rapports et des directives émanant de tous les échelons de la hiérarchie communiste et permettent ainsi de préciser le processus d'élaboration de la politique coloniale, entre Moscou et Paris et entre la colonie et la métropole.

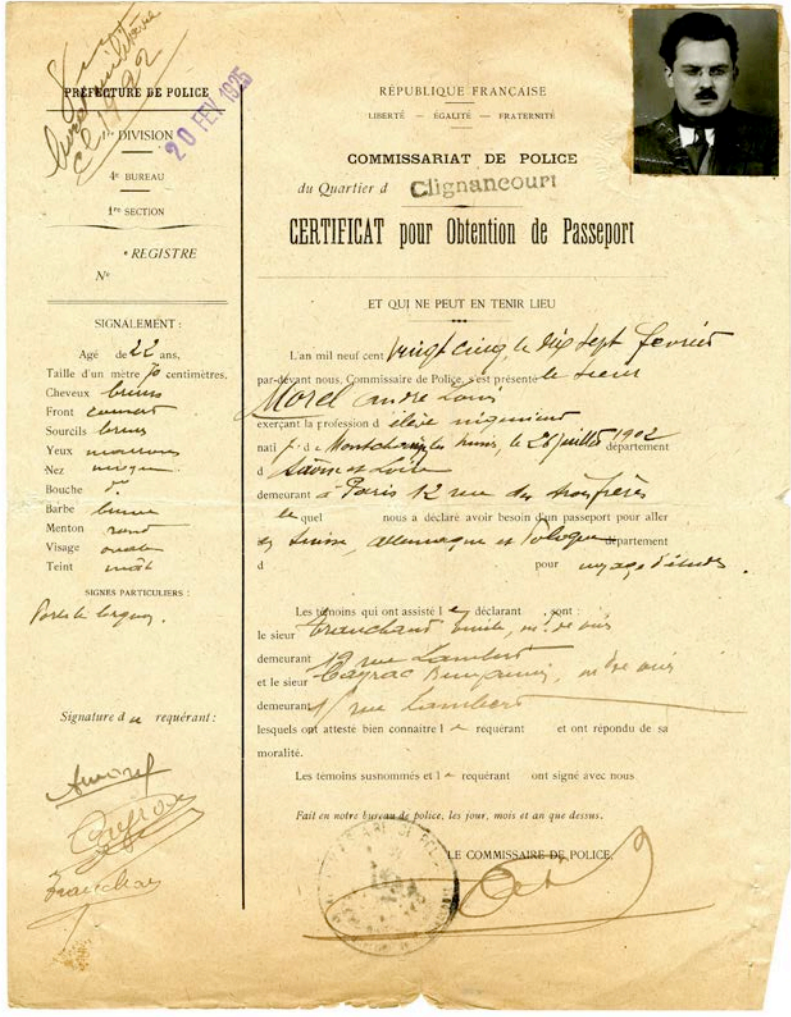


Photo d'identité d'André Ferrat sur sa demande de passeport de février 1925. © Archives de la Préfecture de Police.

Le parcours typique d'un jeune communiste des années 1920

Après sa rupture avec le communisme soviétique, André Ferrat n'a rien écrit sur son expérience en Union soviétique, ni sur le fonctionnement du Komintern. Dans les années 1970, il a accepté de répondre par écrit à des questions sur les circonstances

de son engagement politique, sur son parcours militant au sein du parti et sur les conditions de son exclusion. Dans ce témoignage, il se livre à des confidences personnelles, mais il ne donne aucun renseignement précis sur ses relations avec les dirigeants du Komintern à Moscou et à Paris⁷. Force est de constater qu'il a pourtant été un rouage essentiel de ce système.

Le militant contestataire

De son vrai nom André Morel, André Ferrat, né en 1902 à Montchanin-les-Mines, n'est pas issu d'un milieu ouvrier. Son grand-père, dont il se sent proche, est un carrossier aux fortes convictions républicaines. Son père a travaillé sans désespérer pour passer son baccalauréat et s'extraire de son milieu. Devenu employé des chemins de fer, il rêve de voir son fils devenir ingénieur. Ferrat marche d'abord dans ses pas ; il obtient son baccalauréat en 1920 à Lyon. À l'âge de 18 ans, il se brouille avec son père qui est « rigoureusement partisan de l'ordre et de la discipline dans le travail » et qui ne comprend pas la grève des cheminots. La même année, il entame sa formation politique en adhérant à la section lyonnaise du groupe « Clarté », fondé par Henri Barbusse et Paul Vaillant-Couturier. Il y côtoie, d'après des souvenirs recueillis cinquante ans plus tard, toutes sortes de révolutionnaires et d'anarchistes et même un adepte du végétarisme, qui ont pour points communs « la haine de la guerre et une vision idéaliste de la révolution russe et de l'Internationale communiste ». Il devient, à cette époque, un lecteur assidu du *Bulletin communiste* de Boris Souvarine et enrichit sa « bibliothèque secrète » des classiques du socialisme.

Il entre au PCF en octobre 1921, un mois après son arrivée à Paris, où il est venu préparer le concours d'entrée à l'École spéciale d'ingénieur des travaux publics. Il est admis à l'unanimité dans la section du V^e arrondissement de Paris, celle fréquentée par le quincailleur algérien naturalisé français Abdelkader Hadj Ali, membre fondateur de l'Union inter-coloniale en 1921 et de l'Étoile nord-africaine (ENA) en 1926⁸. Âgé de 19 ans, il rejoint naturellement les Jeunesses communistes (JC) dont il devient l'un des fers de lance, et s'engage dans l'action anticoloniale et antimilitariste. En juin 1922, il réussit son concours et intègre l'École des travaux publics qu'il abandonnera un an et demi plus tard. Par ses origines familiales et par sa soif de connaissance, Ferrat se distingue des autres dirigeants des JC qui ont quitté l'école après le certificat d'étude pour exercer des métiers manuels peu qualifiés. Pour autant, comme Jacques Doriot qu'il rencontre à cette époque, il ne craint pas la bagarre de rue.

Se situant d'emblée à la gauche du PCF, André Ferrat voue une vive admiration à Boris Souvarine, qui est exclu du PCF en juillet 1924. Lui est devenu, en mars 1924, permanent du PCF en charge des JC. L'année 1925 est pour lui, comme pour son parti, une année charnière. En janvier, à l'âge de 22 ans, il entre au comité central du PCF. En mars, il fait son premier voyage à Moscou, où il assiste à la conférence internationale du Komintern sur l'organisation des partis et des jeunesses communistes. En novembre, il commence son service militaire en Algérie. Il ne tarde pas à être exclu du peloton des élèves officiers de réserve en raison de ses activités de

⁷ Office universitaire de recherche socialiste (OURS, Paris), fonds André Ferrat (1920-1980), 5 APO 1 (Activités de Ferrat, 1920-1948), dossier 1 : Réponses à quatre questions, posées par Séveno dans les années 1970. Ce document, introduit par Branko Lazitch, a été publié sous forme d'article : « Quatre questions à André Ferrat », *Cahiers d'histoire sociale*, n° 4, été-automne 1995, pp. 117-143.

⁸ Cf. Céline Marangé, « Le Komintern, le parti communiste français et la cause de l'indépendance algérienne (1926-1930) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 131, juin-septembre 2016, pp. 53-70.

propagande. Il est alors envoyé dans une section disciplinaire de l'armée qui occupe un poste avancé de la région du Rif, alors que la guerre que mène la France contre les tribus rebelles dirigées par Abd El Krim n'est pas terminée. Revenu à Paris en juin 1927, il retrouve sa vie de communiste professionnel : il est alors secrétaire national des JC. La surveillance et la répression s'intensifient contre les communistes, il est fréquemment arrêté. Condamné pour propagande antimilitariste et recherché par la police, il entre dans la clandestinité au début de l'année 1928, en même temps que Thorez.

Le fonctionnaire du Komintern

En février 1928, le Komintern décide de faire passer André Ferrat de la direction des JC à la direction du PCF. De mars à juillet, il vit caché dans les environs de Bruxelles avec Maurice Thorez. D'août à septembre, il est avec lui à Moscou où il assiste au VI^e Congrès du Komintern en tant que délégué et orateur du PCF. Il apprend à cette occasion la composition du nouveau bureau politique, que le VI^e congrès du PCF ratifiera, pour la forme, en avril 1929. Sur décision du Komintern, Thorez et lui intègrent l'équipe de direction du PCF, en même temps que d'autres « anciens des JC », tels Jacques Doriot, Henri Barbé et Pierre Celor. Ferrat rentre en France pour préparer avec Thorez et Barbé le congrès du parti qui entérine la tactique de « classe contre classe », avant de retourner à Moscou en décembre 1929. De cette date au mois de juin 1931, il assume les fonctions de représentant permanent du PCF auprès du Secrétariat latin du Komintern, l'instance chargée de superviser les partis communistes des pays latins d'Europe occidentale sous la direction du Russe Ivan Stepanov. En parallèle, il enseigne à l'École léniniste internationale (ELI), la plus élitiste des deux écoles du Komintern.

Ardent bolchevique et fervent défenseur de la « ligne ultragauchiste » du Komintern, André Ferrat est confronté à la réalité soviétique. Il connaît ses premiers doutes en 1930, d'abord lors d'un voyage en Crimée, qui lui révèle la misère des simples gens et les ravages de la collectivisation des campagnes, puis au cours du deuxième procès à grand spectacle de l'ère stalinienne, le procès dit « du parti des industriels », auquel il assiste à Moscou en compagnie de Marcel Cachin. Le juge n'est autre qu'Andreï Vychinski, le procureur acharné des grands procès de Moscou en 1936-1938. Il condamne à la peine capitale plusieurs prévenus, des ingénieurs et des économistes de renom, accusés à tort d'avoir saboté l'industrie soviétique à la demande d'industriels russes émigrés en France⁹. André Ferrat rentre à Paris à la fin du mois de juillet 1931, en même temps que Maurice Thorez, qui s'est vu confier la direction du parti en 1930, et qu'Eugen Fried, un ancien dirigeant du parti communiste tchécoslovaque qui est chargé de représenter le Komintern auprès du PCF. Il a pour

⁹ Notices biographiques sur André Ferrat classées par ordre chronologique : Branko Lazitch, en collaboration avec Milorad Drachkovitch, *Biographical Dictionary of the Comintern*, Stanford, Stanford University Press, 1973 ; Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du parti communiste*, tome 4 : *Biographies, chronologie, bibliographie*, Paris, Fayard, 1984, pp. 211-223 (la plus détaillée sur son parcours politique et sa vie personnelle) ; José Gotovitch, Mikhaïl Narinski (dir.), *Le Komintern : l'histoire et les hommes. Dictionnaire biographique de l'Internationale communiste en France, à Moscou, en Belgique, au Luxembourg, en Suisse (1919-1943)*, Paris, Les éditions de l'Atelier, 2001, pp. 281-283 ; René Gallissot, *Algérie : Engagements sociaux et question nationale. De la colonisation à l'indépendance de 1830 à 1962. Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier du Maghreb*, Paris, Les éditions de l'Atelier, 2006, pp. 289-291.

mission d'épauler Fried et Thorez dans leur « tâche de redressement du parti » et de prendre la direction de la section coloniale du PCF¹⁰.

Connu sous le nom de « camarade Clément », Eugen Fried dirige une délégation composée de cinq instructeurs, Adam Landy, Léon Purman, George Kagan, Ana Pauker et Ernö Gerö, qui sont parfois rejoints par une certaine « Suzanne ». De son vrai nom Elena V. Goloubeva, Suzanne est une Russe qui exerce les fonctions de secrétaire technique du Secrétariat latin du Komintern à Moscou. Elle fait de fréquents séjours à Paris où elle suit l'évolution du travail colonial du PCF¹¹. Ferrat qui a connu les dirigeants du Komintern à Moscou côtoie ses émissaires à Paris. Il fait partie intégrante de l'institution et en accepte les règles. Il prend part à la violente charge menée par le Komintern contre son parti au cours de l'été 1931. Dimitry Manouïlsky, le bras droit de Staline au sein du Komintern, est à Paris, au début du mois d'août 1931 pour remettre bon ordre dans le parti. Lors d'une réunion du bureau politique présidée par Manouïlsky, Ferrat, à peine arrivé de Moscou, réclame des sanctions disciplinaires contre certains responsables du PCF pour « briser (leur) tendance à l'esprit de groupe ». En septembre, il accuse ce « groupe » d'avoir voulu s'emparer du pouvoir dans le parti pour s'opposer au Komintern. Sa déposition que Fried envoie immédiatement à Moscou accélère l'affaire dite « Barbé-Célor ». Les deux des personnes incriminées, Pierre Celor et Henri Lozeray, ont assumé des responsabilités dans l'action anticoloniale du PCF dans les années 1920¹².

Ferrat aux commandes : la reprise du « travail colonial »

Dès son retour à Paris, André Ferrat s'efforce, non sans mal, de conjurer l'inertie qui frappe le « travail colonial » des deux côtés de la Méditerranée. En France, il contraint la direction du PCF à s'engager davantage dans le combat anticolonial en s'appuyant sur le Komintern. En Algérie, il restructure l'action de son parti en évinçant la vieille garde du parti, accusée de colonialisme ou de nationalisme, et en sélectionnant de jeunes recrues kabyles et arabes.

Pressions sur la direction du PCF

Ferrat déploie tout de suite une intense activité d'organisation. Il purge la Section coloniale centrale (SCC) qui, de son propre aveu, a été « laissée à l'abandon depuis 1928 » et dont Celor s'est longtemps occupé à Paris. Parallèlement, il réorganise la direction de la « région algérienne » du PCF pour tenter d'en exclure les « éléments colonialistes », c'est-à-dire les communistes français partisans de la colonisation. Il entreprend aussi de créer des syndicats dans l'industrie privée et d'organiser politiquement des « paysans arabes » en Algérie¹³. En mars 1932, il fait lire son « rapport colonial » au VII^e congrès du PCF où il ne peut se rendre en raison de sa clandestinité. À cette occasion, il appelle son parti à prendre conscience de

¹⁰ OURS, fonds Ferrat, 5 APO 1, dossier 1 : Note autobiographique d'André Ferrat, 5 f., p. 3.

¹¹ Annie Kriegel, Stéphane Courtois, *Eugen Fried. Le grand secret du PCF*, op. cit., p. 103 ; J. Gotovitch, M. Narinski (dir.), *Le Komintern : l'histoire et les hommes*, op. cit., p. 311.

¹² Voir « L'affaire du groupe Barbé-Célor », dans Annie Kriegel, Stéphane Courtois, *Eugen Fried. Le grand secret du PCF*, op. cit., p. 152-173.

¹³ Archives d'État russes d'histoire socio-politique (RGASPI, Moscou), fonds 517, opis (inventaire) 1, delo (dossier) 1736, pp. 35-37 : document sans titre daté du 17 août 1935 (il a probablement été rédigé par André Ferrat).

l'ébranlement que représente l'apparition de mouvements révolutionnaires dans les colonies, notamment en Indochine, depuis le début de la crise financière en 1929. Il souligne qu'« au dernier congrès du parti radical, l'ancien ministre Albert Sarraut, parlait, sans ambages, de la crise actuelle de la colonisation », insistant, au-delà des questions économiques, sur « l'autre crise, plus grave, la crise politique, la crise d'autorité, la crise de domination, qui, à des degrés d'ailleurs plus ou moins accusés, affecte la puissance coloniale ». Fort de ce constat, il exhorte son parti à dépasser le stade « du bavardage, du verbalisme révolutionnaire¹⁴ ». Réélu membre du comité central et du bureau politique, il est aussi reconduit dans ses fonctions de direction au sein de la Section coloniale. Mais son appel n'est pas suivi d'effet.

Arrêté en juin 1932 à la sortie d'une réunion clandestine du bureau politique du PCF, André Ferrat est incarcéré à la prison de la Santé. Grâce à une loi d'amnistie, il est libéré le 6 août et peut quitter la clandestinité. Il part immédiatement en Russie. Au même moment, Benali Boukortt, à qui il a confié la sous-direction algérienne de la SCC en accord avec la « déléguée du Komintern », se rend en Algérie pour assister à la conférence régionale du PCF. Boukortt n'est pas un novice en politique¹⁵. Issu d'un milieu très modeste, il a réussi le concours de l'École normale, dont il a été exclu en 1924 en raison de ses sympathies communistes. Il a effectué son service militaire en Algérie avant d'émigrer en France, où il a découvert les difficultés du travail ouvrier et vécu un temps à Saint-Denis, la ville de Jacques Doriot. À la fin des années 1920, il militait au PCF, au syndicat communiste CGTU et à l'Étoile nord-africaine. En 1929, il était le seul délégué nord-africain au II^e congrès de la Ligue anti-impérialiste à Francfort. Rentré en Algérie, il a rédigé une brochure dénonçant la situation dramatique des Algériens et rappelant leur aspiration nationale et leur volonté d'indépendance. Il l'a fait passer à André Marty, qui avait pris la suite d'André Ferrat à Moscou. C'est ainsi qu'il a été rappelé à Paris pour travailler au sein de la SCC. D'après Boukortt, cette conférence régionale de septembre 1932 fait apparaître de profondes divisions. Il plaide avec Mahmoud Ben Lekhal, un autre vétéran du parti, en faveur de l'arabisation du parti et de l'établissement de relations directes avec le Komintern, ce à quoi les « militants européens » d'Algérie s'opposent fermement¹⁶.

En août-septembre 1932, Ferrat assiste quant à lui au 12^e comité élargi du Komintern à Moscou, en même temps que Fried, Thorez et Doriot. Il prend du galon puisqu'il est nommé, à compter du 1^{er} octobre 1932, rédacteur en chef de *l'Humanité* et délégué du bureau politique auprès du journal, en sus de ses autres fonctions dans le domaine colonial. Thorez essuie les critiques du Komintern, ce qui semble, un temps, donner l'avantage à Doriot, son rival. C'est sans compter l'intervention de Fried, l'envoyé du Komintern à Paris, qui convainc *in extremis* Ossip Piatnitski, un haut responsable du Komintern, de s'appuyer sur Thorez plutôt que sur Doriot. Deux mois plus tard, deux secrétariats du Komintern, celui d'Orient et celui des pays latins, adressent de vives remontrances au PCF concernant la question coloniale. Ils lui font grief d'avoir « une indifférence intolérable envers les tâches concrètes », « parfois même de saboter

¹⁴ RGASPI, f. 517, o. 1, d. 1270, pp. 52-105 : Rapport sur la politique coloniale présenté au VII^e congrès du PCF, non daté, précédé du projet de rapport, pp. 1-51, daté du 22 avril 1932.

¹⁵ Notice sur Boukortt : R. Gallissot, *Algérie : Engagements sociaux et question nationale*, op. cit., pp. 159-191.

¹⁶ Benali Boukortt, *Le souffle du Dahra. La résistance algérienne de 1924 à 1962*, Paris, L'Harmattan, 2013, p. 52.

directement le travail colonial » et d'avoir échoué à recruter parmi les populations colonisées :

« Ce qui va particulièrement mal, c'est le travail du PCF aux colonies et l'aide aux partis coloniaux. En Algérie, toute l'activité des organisations du parti et des syndicats unitaires continuent à se baser sur les ouvriers français et le PCF n'a pas encore réussi à liquider ou même à ébranler sérieusement l'influence des éléments colonialistes qui continuent à diriger l'organisation communiste et les syndicats unitaires d'Algérie. (...) Les partis les plus importants : celui de l'Indochine et de la Syrie se sont trouvés sans aucune aide de la part du PCF au moment où les événements révolutionnaires battaient leur plein dans ces pays. Le groupe parlementaire du PCF n'a même pas fait d'interpellations à la Chambre lors de l'écrasement de l'insurrection révolutionnaire en Indochine (...). La responsabilité de cette négligence du devoir élémentaire envers le mouvement révolutionnaire dans les colonies, de cette carence au moment où il [est] important de démasquer les crimes de l'impérialisme français incombe entièrement à la direction du PCF. Il faut mettre fin à ce mépris intolérable du travail colonial¹⁷. »

Étant donné le mode de fonctionnement du Komintern, il est probable que Ferrat ait lui-même rédigé ce document avec l'assentiment de Fried afin de contraindre la direction du PCF à prendre des mesures énergiques. Cette hypothèse paraît d'autant plus plausible que la version russe du document est datée des mois de septembre et d'octobre¹⁸. Dans ses propositions de travail, le Komintern enjoint le PCF de procéder à « l'arabisation de l'organisation algérienne et à sa transformation, dans un proche avenir, en une section de l'Internationale communiste », ainsi que de « démasquer les éléments colonialistes et opportunistes et de liquider leur influence dans les organisations ». Il lui demande aussi « d'envoyer, pour aider le parti algérien, des camarades capables d'appliquer la ligne du Komintern », notant que « la transformation de l'organisation algérienne en section du Komintern, décidée en 1929, ne dispense pas le PCF du devoir de continuer à aider constamment et systématiquement le parti algérien¹⁹ ».

Après ce coup de semonce, les dirigeants du PCF, Thorez au premier chef, tentent de faire amende honorable. S'ils ont tendance à « piquer Ferrat », comme le note Fried dans un rapport au Komintern daté de janvier 1933²⁰, ils prennent immédiatement plusieurs initiatives. Outre des déclarations tonitruantes à la Chambre des députés²¹, ils dépêchent une délégation en Indochine et deux délégations en Algérie : celle du PCF est emmenée par Lucien Montjauvis ; celle de la CGTU est conduite par Raymond Bossus et doit préparer le terrain pour créer une CGT algérienne²². De retour d'Algérie, Montjauvis dresse un état des lieux désastreux de la situation du

¹⁷ Archives du Parti communiste français (APCF, Bobigny), f. 261 J51 (Archives remises au PCF par le Parti communiste du Vietnam, 1928-1952), doc. 9 (*idem* : APCF, MM, 261 J51/9 ; RGASPI, f. 517, op. 1, d. 1251, pp. 131-139) : « Propositions sur le travail colonial du PCF émises par le Secrétariat d'Orient et le Secrétariat des pays romains de l'Internationale communiste », 26 novembre 1932, 9 p., en français, strictement confidentiel.

¹⁸ RGASPI, f. 517, o. 1, d. 1251, pp. 97-103 : Propositions sur le travail colonial du PCF, en russe, top-secret, 22 octobre 1932 et 22 septembre 1932.

¹⁹ APCF, fonds 261 J51, doc. 9 : document cité.

²⁰ A. Kriegel, S. Courtois, *Eugen Fried, op. cit.*, p. 209.

²¹ Cf. « Maurice Thorez, L'atroce répression de l'impérialisme français en Indochine, 15 mars 1933 », dans Alain Ruscio, *La question coloniale dans l'Humanité (1904-2004)*, Paris, La Dispute, 2005, pp. 143-147.

²² RGASPI, f. 517, o. 1, d. 1507, pp. 4-5 : Document intitulé « En allant vers la constitution de la CGT algérienne », rédigé par R. Bossus le 17 janvier 1933.

parti dans la colonie. Il blâme l'absence de débat politique et s'agace de l'habitude de coller « des étiquettes, colonialistes ou nationalistes », craignant tout autant les deux tendances. Il s'étonne du désintérêt que suscite parmi les militants français le travail de propagande à accomplir auprès des personnes soumises au statut de l'indigénat.

« Évidemment qu'il y a des camarades qui ont des déviations colonialistes. (...) J'ai la ferme conviction que les deux courants, colonialiste et nationaliste, existent. À Bône, par exemple, la plupart des camarades ont un profond mépris non seulement des indigènes, mais du travail à faire parmi eux. On adopte les résolutions facilement, mais quand on passe à l'application pratique, on s'aperçoit que les camarades n'ont rien compris²³. »

D'un autre côté, Montjauvis voit « un énorme danger (à ce) que certains de nos camarades, (parmi) les mieux placés, ne considèrent encore le parti que comme un appendice du mouvement nationaliste ». Il se méfie, en particulier, d'un groupe de « camarades indigènes considérant qu'il faut avoir un parti seulement indigène²⁴ ». Il fait allusion à Sid-Ahmed Belarbi, dit Boualem, un conducteur de tramway arabe formé à Moscou, qui dirige la « région algérienne » depuis 1929. Ce dernier a pris l'initiative de créer, en 1930, le Parti national révolutionnaire (PNR) afin de rassembler des partisans de l'indépendance de l'Algérie au sein d'une « organisation de masse anticolonialiste » clandestine²⁵. Plus généralement, le PCF souffre d'un manque de visibilité dans la colonie. En avril 1933, il y compte seulement 140 membres effectifs, auxquels s'ajoutent une centaine de jeunes communistes. Tous privilégient une conception clandestine du parti²⁶.

En mai 1933, Maurice Thorez se rend en personne en Algérie, où il tient six meetings. De retour à Paris, il rend compte de son voyage devant la section coloniale centrale. Il constate, pour sa part, l'incapacité du PCF à orienter la contestation paysanne ou religieuse dans la colonie, alors que, remarque-t-il, le parti socialiste parvient à renforcer son assise dans la « petite bourgeoisie indigène ». Il reconnaît les difficultés d'organisation du parti, qu'il attribue à la force des préjugés coloniaux :

« Les camarades de là-bas disent : "C'est à cause de l'état du Parti !" C'est vrai, le PC là-bas n'est pas très solidement organisé et j'ai pu le constater (...). On dit encore : "C'est à cause de la composition sociale, il n'y a pas beaucoup de camarades algériens dans le Parti." C'est aussi exact – à Alger, il s'en trouve une vingtaine et ailleurs on en trouve par ci par là. Pour remédier à cela, on a dit : "il faut arabiser le parti". Résultat : Il n'y a plus d'arabes dans le parti, on a perdu beaucoup de camarades indigènes et beaucoup de camarades français. (...) En général, il y a chez les camarades européens une grande survivance de l'état d'esprit impérialiste et il y a de la part de nos camarades algériens une méfiance envers eux²⁷. »

Maurice Thorez défend alors une politique de rapprochement avec les nationalistes algériens, soit une position assez éloignée de la ligne ultragauchiste prônée par le

²³ RGASPI, f. 517, o. 1, d. 1504, pp. 7-14 : Réunion du Secrétariat de la SCC pour discuter du compte rendu de Montjauvis et Leclair sur leur tournée en Algérie, fait le 26 janvier 1933.

²⁴ RGASPI, f. 517, o. 1, d. 1504, pp. 7-14 : Réunion du Secrétariat de la SCC pour discuter du compte rendu de Montjauvis et Leclair sur leur tournée en Algérie, fait le 26 janvier 1933.

²⁵ Amar Ouzegane, *Le meilleur combat*, Paris, Julliard, 1962, p. 181.

²⁶ RGASPI, f. 517, o. 1, d. 1506, pp. 46-54 : Situation du mouvement communiste en Algérie en avril 1933.

²⁷ RGASPI, f. 517, o. 1, d. 1504, pp. 80-88, p. 84 et p. 85 : procès-verbal de la réunion de la Section coloniale centrale (SCC) élargie du 16 juin 1933 avec un compte rendu de la tournée de M. Thorez, en français.

Komintern depuis 1928. Il estime, contre l'avis de militants locaux en Algérie, que le PCF a eu raison d'apporter son soutien à la manifestation organisée, au printemps 1933, pour protester contre l'interdiction des conférences du cheikh Tayeb El-Oqbi, un prédicateur favorable à la « réforme islamique » (Islah), une doctrine mettant l'accent sur l'éveil religieux et luttant tout à la fois contre l'analphabétisme, le mysticisme soufi et certaines superstitions populaires²⁸. Thorez est conscient que ce natif d'Algérie a « longtemps séjourné dans les milieux wahhabites de Médine et du Hedjaz » où il a grandi et étudié la théologie, avant de rentrer dans son pays en 1920. Mais il incite les membres de la SCC à dépasser la suspicion que le caractère religieux de sa démarche leur inspire :

« Une fois de plus, le mouvement de lutte contre l'impérialisme revêt des formes extérieures religieuses. Le problème est maintenant, pour nous, communistes, de ne pas seulement regarder la coquille, l'enveloppe religieuse, mais de comprendre surtout que même dans cette protestation religieuse il y a le bâillonnement de tout un peuple²⁹. »

Maurice Thorez rejette les critiques de ceux qui accusent la direction du PCF de soutenir un mouvement religieux « rétrograde » et de mener une politique conduisant les Français à être « jetés à la mer ». À ses yeux, l'Association des Oulémas, dont le cheikh El-Oqbi est l'une des figures de proue³⁰, est un large parti panarabe qui se présente sous la forme d'un mouvement religieux et éducatif et qui vise à combattre « l'abrutissement du maraboutisme et des confréries et à développer la culture moderne sur la base de l'Islam ». Ferrat partage le point de vue de Thorez sur l'Association des Oulémas qui existe depuis 1931 : en août 1933, il estime souhaitable de « participer à chaque manifestation nationaliste de façon indépendante », sans toutefois faire bloc avec eux³¹.

Cette politique n'est cependant pas exempte d'ambiguïtés. Elle ne s'applique pas à l'Étoile nord-africaine, créée à Paris par le PCF en mars 1926 avant d'être interdite par les pouvoirs publics en novembre 1928³². Lorsque l'ENA se reconstitue en mars 1933, elle affirme son indépendance complète vis-à-vis du PCF, allant jusqu'à interdire dans ses statuts la double appartenance. Ses trois leaders, Messali Hadj, Radjef Belkacem et Imache Amar, cherchent à établir des relais en Algérie. Le même

²⁸ Cf. James McDougall, « Abdelhamid Ben Badis et l'Association des Oulémas », dans Abderrahmane Bouchène, Jean-Pierre Peyroulou, Ouanassa Siari Tengour, Sylvie Thénault (dir.), *Histoire de l'Algérie à la période coloniale, 1830-1962*, Paris, La Découverte, 2014, pp. 387-392 ; Ali Merad, *Le réformisme musulman en Algérie de 1925 à 1960. Essai d'histoire religieuse et sociale*, Paris, La Haye, Mouton et Cie, 1967.

²⁹ RGASPI, f. 517, o. 1, d. 1504, pp. 80-88, p. 84 et p. 85 : procès-verbal de la réunion de la Section coloniale centrale (SCC) élargie du 16 juin 1933 avec un compte rendu de la tournée de M. Thorez, en français.

³⁰ Sur le parcours de Tayeb El-Okbi et l'accusation d'incitation au meurtre portée contre lui en 1936, voir Michel Renard, « Expériences musulmanes du droit et de la justice dans le champ religieux en Algérie coloniale », *Histoire de la justice*, n° 16, 2005, pp. 143-162.

³¹ RGASPI, f. 517, o. 1, d. 1506, pp. 113-125 : Notes sur la situation en Algérie aux membres du Bureau politique du PCF, août 1933.

³² L'ordre de dissolution est intervenu en novembre 1928, et non en novembre 1929, comme on peut parfois le lire. Cf. Archives de la Préfecture de police de Paris (APP), carton B(A) 2170, dossier « propositions de dissolution » : lettre du ministre de l'Intérieur au préfet de police du 19 septembre 1928 ; lettre du préfet de police au procureur de la République du 21 octobre 1928 ; lettre du ministre de l'Intérieur au préfet de police du 12 novembre 1928. L'erreur de date est mentionnée dans un rapport de police de 22 pages intitulé « au sujet de la dissolution et de la reconstitution de l'Étoile nord-africaine » et daté du 6 septembre 1935 (APPP, c. BA (2170), d. « ENA »).

mois, la SCC du PCF se réunit à Paris pour prendre des mesures destinées à limiter l'influence de l'ENA parmi les « travailleurs coloniaux » algériens en France³³. Au même moment, le bureau régional du PCF en Algérie tente d'empêcher la création d'un parti nationaliste révolutionnaire, en créant des « comités de quartiers » chargés de réclamer l'abolition du régime de l'indigénat. Mais il lui faut bientôt constater, d'une part, qu'il est dépassé par la formation qu'il entendait subvertir, d'autre part, que les « convictions colonialistes » des militants français sont loin d'avoir disparu³⁴. Alors que les efforts de l'année 1933 n'ont pas porté leur fruit en Algérie, la politique du Komintern en Allemagne jette le trouble dans l'esprit de Ferrat. Suivant au plus près l'actualité internationale en qualité de rédacteur en chef de *l'Humanité*, il est sidéré de constater que le Komintern a ordonné aux communistes allemands d'ajourner l'insurrection qu'ils préparaient de longue date dans l'attente d'un hypothétique effondrement du régime nazi que Staline imagine imminent. Il n'ignore pas que le Komintern a auparavant exigé du parti allemand de tout faire pour renverser la République de Weimar, ni qu'il l'a obligé à refuser toute alliance avec les socio-démocrates pour barrer la route aux nazis. L'événement est d'autant plus traumatisant pour Ferrat qu'en juillet 1933, Fried le force à défendre – et donc à endosser – la politique allemande du Komintern devant le comité central du PCF, après qu'il a refusé de faire son autocritique. Ferrat est excédé par l'attitude obséquieuse de Thorez qui n'ose pas contredire l'émissaire de Moscou et qui ne voit rien à redire à la déroute des communistes allemands. Il notera quarante ans plus tard : « Au mois de décembre 1933, à la 13^e session plénière du Comité exécutif du Komintern, Thorez fit, comme d'habitude, son *mea culpa* sur la poitrine des autres et sur la mienne en particulier³⁵. » Dès 1933, Ferrat se sent en porte-à-faux tant avec la ligne du Komintern qu'avec la direction du PCF. Il songe, à partir de cette date, à créer un groupe d'opposition avec l'instructeur du Komintern Georges Kagan, en qui il a une « absolue confiance ».

Reprise en main des militants en Algérie

Au début de l'année 1934, la situation politique se complique, tant en France qu'au sein du PCF, ce qui instille un peu plus le doute dans l'esprit de Ferrat. Inquiet de la menace nazie et du développement de ligues en France, Doriot, député communiste et membre du bureau politique du PCF, plaide en faveur d'une alliance avec la SFIO. La direction du PCF s'y oppose vivement, par une résolution du 25 janvier : conformément à la ligne « ultragauchiste » définie par le Komintern en 1928, elle considère toujours la SFIO comme son principal ennemi politique. En votant contre cette résolution, Doriot s'oppose à la direction et manque à la discipline de parti. Ferrat qui partage l'avis de Doriot se contente de s'abstenir, ce qui vaut un désaveu. Deux jours plus tard, le 27 janvier, le président du Conseil Camille Chautemps démissionne à la suite d'un scandale de corruption resté dans l'histoire comme « l'affaire Stavisky ». Le 6 février, de violents heurts opposant des ligues factieuses à la police font 14 morts et des centaines de blessés. À l'appel de Jacques Duclos, d'anciens combattants de l'Association républicaine des anciens combattants

³³ RGASPI, f. 517, o. 1, d. 1504, p. 74 et p. 75 : Rapports des réunions de la SCC du 25 mars et du 28 avril 1933.

³⁴ RGASPI, f. 517, o. 1, d. 1506, pp. 140-144 : Rapport sur le parti national-révolutionnaire, rédigé par la Région Algérienne à Alger, le 14 septembre 1933, suivi du programme et des statuts du parti ; RGASPI, f. 517, o. 1, d. 1504, pp. 144-151 : Rapport sur la conférence coloniale du 29 septembre 1933.

³⁵ « Quatre questions à André Ferrat », *Cahiers d'histoire sociale*, *op. cit.*, p. 130.

(ARAC), une association proche du PCF, ont manifesté sur la rive gauche de la Seine, sans toutefois se joindre à la manifestation organisée par l'extrême-droite qui avait lieu sur la rive droite. Échaudé par l'attitude du Komintern après l'arrivée au pouvoir d'Hitler, Ferrat réprouve en secret la politique de son parti qui est dûment sanctionnée par le Komintern. Il notera *a posteriori* que « tout se passait comme si le parti communiste faisait le front unique avec les ligues factieuses contre le gouvernement radical et le Parti socialiste qui le soutenait », ajoutant que « pendant cette période, Fried et son équipe d'instructeurs étaient à Paris et le secrétariat de Komintern était parfaitement tenu au courant de l'activité du parti ». Sa conclusion sera sans appel : « La politique antisocialiste de la direction du (PCF) était donc bien celle de Komintern³⁶. »

À partir du 1^{er} février 1934, Ferrat ne doit plus s'occuper que de la question coloniale. Il est déchargé des autres activités politiques qui lui ont été confiées à son retour de Moscou, en 1931, puis lors de son voyage dans la capitale soviétique, en 1932. Il quitte, en particulier, les fonctions de rédacteur en chef de *l'Humanité*, désormais dévolues à André Marty qui rentre de Moscou. Il part peu de temps après en Algérie, alors qu'une délégation du PCF se rend, au même moment, en Indochine. Malgré des efforts d'organisation considérables, dont attestent les archives, il peine à y structurer le parti. À son arrivée, en mars 1934, il lui faut constater qu'« en fait, le Parti communiste, comme organisation centralisée, n'existe pas en Algérie ».

« La "direction" du Parti en Algérie reposait théoriquement sur un Bureau Régional composé de 8 camarades, 5 indigènes et 3 français ; parmi ces camarades, 3 éléments indigènes illettrés politiquement n'avaient pas la moindre idée de ce qu'était un parti et pouvaient seulement être utilisés rationnellement dans le travail d'une cellule. Les trois éléments français faisaient preuve d'une incapacité inouïe et même (...) d'un sabotage conscient³⁷. »

À ses yeux, le parti dont les effectifs stagnent depuis 1929 est alors « une petite secte insignifiante », comptant quelques dizaines de membres à Alger et quelques dizaines répartis dans plusieurs centres de province, « en tout environ 200 camarades dont une vingtaine d'Arabes, soit 10 % de l'effectif ».

Il attribue cet échec au manque de discipline des dirigeants locaux, notant que le bureau régional contrevient à toutes les directives du centre : non seulement il entrave le recrutement et la promotion de militants algériens, mais il n'assure pas les liaisons avec l'intérieur du pays, de sorte que s'y développe « une tendance à l'autonomie, au localisme ». Le parti a perdu sa figure légale, n'appose pas d'affiches et n'organise pas de meetings. Il n'assure plus la parution régulière de son journal, *La lutte sociale*, et s'oppose à l'obtention d'un local de crainte de « créer des ennuis avec la police ». Enfin, certains membres se répandent en « palabres au sein d'un prétendu parti national-révolutionnaire, formé en réalité par vingt à trente ouvriers, employés et artisans arabes, percevant des cotisations mensuelles de 5 f. [francs] et végétant grâce à son appui politique et matériel ». Pour mettre bon ordre, Ferrat commence par redonner au parti sa base légale, en recréant *La lutte sociale*, considéré comme sa « colonne vertébrale », et en fixant une ligne éditoriale claire au journal, tiré à

³⁶ OURS, fonds Ferrat, 5 APO 1, dossier 1 : Réponses à quatre questions, posées par Séveno dans les années 1970. Question « Quels sont vos souvenirs sur le Front populaire ? », 8 f., p. 19.

³⁷ RGASPI, f. 517, o. 1, d. 1657, pp. 62-79 : Rapport d'André Ferrat sur sa délégation en Algérie (25 mars-8 juin 1934), rédigé le 19 juin 1934.

3 000 exemplaires : la défense des revendications des ouvriers et des « indigènes »³⁸. Il s'assure de sa réputation régulière et signe des articles sous le pseudonyme de Mourad. Il rétablit aussi la liaison avec « l'intérieur » de la colonie. Enfin, il précise les relations de la SCC à Paris avec le bureau régional du PCF en Algérie : elle doit lui fournir « une aide concrète, régulière et souple » ; elle lui apporte un soutien financier conséquent, en envoyant la somme de 4 000 francs par mois, ainsi que diverses primes et subventions exceptionnelles d'un montant de plusieurs milliers de francs. À titre de comparaison, un ouvrier agricole « indigène » touche alors 6 francs par jour³⁹.

En avril 1934, André Ferrat convoque une conférence régionale à Alger et procède à l'élection des instances régionales. Il impose une « majorité indigène » et renouvelle les cadres dirigeants. Le comité régional est désormais composé de dix membres dont six Arabes ; le bureau régional de six membres dont quatre Arabes⁴⁰. Parmi les cadres algériens, plusieurs ont suivi un stage dans les écoles du Komintern à Moscou. C'est notamment le cas de Mohamed Badsî en 1926-1928, de Sid-Ahmed Belarbi, dit Boualem, en 1928, et de Benali Boukortt en 1932-1934. Âgé de 30 ans, Mohamed Badsî est actif à Tlemcen, sa ville d'origine. Il a vécu en Turquie dans son enfance, puis en France, où il a travaillé comme ouvrier et fréquenté l'Union inter-coloniale du PCF⁴¹. Autre vétéran du parti, Boualem perd sa place de secrétaire de la « région algérienne », poste qui lui a été confié en 1929, en même temps qu'à l'instructeur du PCF, le Français Édouard Cormon⁴². Il se voit écarté par Ferrat au profit du nouveau « retour de Moscou ». Âgé de 30 ans, Boukortt rentre précipitamment d'Union soviétique pour prendre ses fonctions, interrompant le cycle de perfectionnement qu'il a entamé à l'Université des Peuples d'Orient après trois semestres de « cours d'économie politique marxiste-léniniste ». En décembre 1932, il avait accepté de partir suivre des études dans cette école du Komintern au cours d'un rendez-vous clandestin avec Ferrat et « Suzanne », l'envoyée russe du Komintern, dans un café parisien. Âgé de 24 ans, Amar Ouzegane est le seul à n'avoir encore jamais entrepris le grand voyage à Moscou. Il entre à la fois au comité régional et au bureau régional⁴³. Les cadres historiques du futur PC algérien ont été choisis, formés et promus par Ferrat en 1932-1934. Boukortt sera à la tête du PCA de 1936 à 1939 ; Ouzegane tiendra les rênes du parti de 1943 à 1946.

Les mémoires de Boukortt et les écrits d'Ouzegane montrent combien leur engagement communiste est inséparable de la cause de l'indépendance nationale. Comme leurs prédécesseurs des années 1920⁴⁴, ils entretiennent des relations

³⁸ RGASPI, f. 517, o. 1, d. 1657, pp. 62-79 : Rapport d'André Ferrat sur sa délégation en Algérie (25 mars-8 juin 1934), rédigé le 19 juin 1934.

³⁹ RGASPI, f. 517, o. 1, d. 1657, p. 93 : Relevé des sommes envoyées entre mars et août 1934 par le PCF au Bureau régional du PCF en Algérie.

⁴⁰ RGASPI, f. 517, o. 1, d. 1657, pp. 27-28 : Rapport à la Commission des cadres du PCF du 10 mai 1934 concernant la composition du Comité régional du PCF en Algérie à l'issue de la conférence du 29 avril 1934.

⁴¹ Notice sur Badsî : R. Gallissot, *Algérie : Engagements sociaux et question nationale*, op. cit., p. 78.

⁴² Notice sur Boualem : R. Gallissot, *Algérie : Engagements sociaux et question nationale*, op. cit., pp. 92-96.

⁴³ Notice sur Ouzegane : R. Gallissot, *Algérie : Engagements sociaux et question nationale*, op. cit., pp. 499-503 ; Benjamin Stora, *Dictionnaire biographique de militants nationalistes algériens (ENA, PPA, MTLD), 1926-1954*, Paris, L'Harmattan, 1985, pp. 349-350.

⁴⁴ Cf. Céline Marangé, « Le Komintern, le parti communiste français et la cause de l'indépendance algérienne, 1926-1930 », op. cit. ; Céline Marangé, « Le PCF, le Komintern et Ho Chi Minh, 1920-1926 », dans Stéphane Courtois (dir.), *Communisme 2013*, Paris, Éditions Vendémiaire, 2013, pp. 47-76.

difficiles avec la plupart des communistes français dont ils exècrent l'autoritarisme et la condescendance. Ils réprouvent aussi la « tutelle paternalo-casuite de Paris » pour reprendre les termes d'Ouzegane⁴⁵. Seul Ferrat trouve grâce à leurs yeux car il comprend l'importance du combat pour la libération nationale, ainsi que le caractère révolutionnaire du nationalisme algérien. Ils n'éprouvent pas de fascination pour le régime soviétique qui leur inspire méfiance et perplexité. Boukourt garde un souvenir mitigé de son séjour en Union soviétique : il regrette le confinement et la suspicion dont les élèves de l'Université des Peuples d'Orient sont l'objet, notant *a posteriori* qu'il en avait été ainsi parce que « le régime dictatorial qui sévissait féroce et qui paralysait les Russes dressait entre eux et les étrangers une muraille infranchissable ». Lors de ses voyages en Azerbaïdjan et en Crimée, il s'étonne de « l'étouffement de la religion islamique » et remarque « une action sournoise contre la religion, les coutumes et les traditions musulmanes, considérées officiellement comme réactionnaires⁴⁶ ». Loin d'être des croyants aveugles, les premiers communistes algériens, à l'instar de leurs condisciples indochinois, considèrent leur engagement communiste non comme une fin en soi, mais comme un moyen de conquérir la liberté et l'indépendance et d'affranchir leur peuple du joug colonial.

Ferrat impuissant ? Les bouleversements de l'été 1934

Au cours de l'été 1934, le PCF passe, en l'espace de quelques mois, d'une politique d'opposition aux socialistes à une politique de Front populaire avec toutes les forces de gauche, ce qui va à l'encontre de la tactique de Ferrat en Algérie, qui met l'accent sur la lutte révolutionnaire qu'il veut à la fois paysanne et anticoloniale. Au moment même où se décide le Front populaire à Paris, un événement majeur sème la discorde entre Ferrat et les communistes d'Algérie : les émeutes antisémites de Constantine. La question du recrutement dans les milieux arabes et kabyles se pose avec d'autant plus d'acuité que la concurrence politique s'accroît en Algérie, tant de la part des socialistes et des fascistes français que des organisations nationalistes arabes naissantes.

L'éviction de Jacques Doriot

Pendant son séjour en Algérie, au printemps 1934, André Ferrat constate de fortes tensions sociales, ainsi qu'une « aggravation inouïe de la misère », en particulier dans les campagnes, où il évalue à près d'un million « le nombre de fellahs réduits à une situation proche de la famine ». Des manifestations spontanées de paysans ont lieu à Constantine à la fin du mois de mai 1934. Le détournement des secours votés par le gouvernement, ainsi que la multiplication des saisies « pour non-paiement d'impôts et de dettes », attisent le mécontentement social. Deux forces politiques tirent leur épingle du jeu : les nationalistes algériens et les fascistes français. Ferrat observe le « réveil considérable du mouvement anti-impérialiste » et l'influence grandissante de la presse « national-réformiste ». Ce courant d'idées se distingue du « réformisme islamique » défendu par l'Association des Oulémas. Il est porté par des personnalités laïques et modernistes, férues de culture française et attachées aux principes

⁴⁵ A. Ouzegane, *Le meilleur combat*, op. cit., p. 182.

⁴⁶ B. Boukourt, *Le souffle du Dahra*, op. cit., p. 54 et p. 15 ; A. Ouzegane, *Le meilleur combat*, op. cit., p. 277.

républicains, qui n'envisagent pas, à l'époque du moins, l'indépendance de l'Algérie, mais qui œuvrent en faveur de l'émancipation des populations musulmanes. Rassemblées au sein la Fédération des élus musulmans, elles ont pour chef de file le docteur Mohammed Salah Ben Djelloul, un médecin de campagne se dévouant aux plus démunis. Elles combattent sur le terrain de la légalité coloniale, réclamant des réformes politiques et l'égalité de droits entre les colonisateurs et les colonisés⁴⁷. Si Ferrat voit en eux un danger politique, il s'inquiète surtout du développement de groupes fascistes, en particulier « des Croix de feu qui pullulent dans chaque centre, des ligues anti-juives, qui se vantent de recruter parmi les travailleurs arabes ». Mais les quelques tentatives faites par le PCF pour créer des blocs antifascistes au niveau local se révèlent infructueuses⁴⁸.

Expulsé de Tunisie, le 9 juin 1934, Ferrat rentre à Paris au moment où se décident l'exclusion de Doriot et le rapprochement avec la SFIO. Doriot a refusé, en avril, de se rendre à Moscou où Thorez et lui étaient convoqués par le Komintern pour solder leurs différends⁴⁹. Il est exclu du PCF, le 27 juin, par un vote à l'unanimité après avoir décliné plusieurs offres de réconciliation. À la demande de Moscou, le PCF a décidé, le 31 mai, d'entrer en pourparlers avec les socialistes, c'est-à-dire de suivre la ligne politique défendue de longue date par Doriot. Staline s'inquiète de la puissance grandissante de l'Allemagne qui, contrairement à ses plans initiaux, ne s'est pas effondrée après l'accession au pouvoir d'Hitler. Il souhaite un rapprochement de l'Union soviétique avec la France et, pour ce faire, la constitution en France d'un large front populaire antifasciste rassemblant toute la gauche. Le 27 juillet, le PCF signe un pacte d'unité d'action avec la SFIO. Le même mois, Ferrat réforme de fond en comble les structures de la SCC et adopte une politique plus offensive en Algérie. Il envoie des instructions précises concernant l'activité que doivent mener les représentants du PCF dans les campagnes algériennes. Il propose d'établir des revendications concrètes : exiger des secours en nature et en argent, l'exonération d'impôt pour tous les paysans pauvres, des distributions gratuites de semences ou, dans d'autres cas, des prêts de semences sans intérêt. Il suggère d'organiser des manifestations collectives pour protester contre les saisies et les expropriations et de créer des comités de paysans pour dénoncer l'usure et obtenir le droit de ramasser le bois mort. Il demande aux communistes d'Algérie de discuter sans attendre de ces propositions, de façon à ce qu'elles puissent ensuite être « expliquées de façon populaire » dans des tracts en arabe, imprimés à Paris⁵⁰. Il change aussi d'approche vis-à-vis de l'ENA. Il établit, à partir de cette époque, des rapports personnels et amicaux avec Messali Hadj qu'il s'efforce de gagner à l'idée d'un vaste front anti-impérialiste en Algérie⁵¹.

⁴⁷ Pour une description de ces courants et de leur place dans l'historiographie officielle algérienne, voir Malika Rahal, « La place des réformistes dans le mouvement national algérien », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 83, 2004, pp. 161-171. Sur le réformisme algérien de tendance républicaine, voir Julien Fromage, « Le docteur Bendjelloul et la Fédération des élus musulmans », dans A. Bouchène et al., *Histoire de l'Algérie à la période coloniale*, op. cit., pp. 398-401 ; Benjamin Stora, Zakya Daoud, Ferhat Abbas. *Une utopie algérienne*, Paris, Denoël, 1995.

⁴⁸ RGASPI, f. 517, o. 1, d. 1657, pp. 62-79 : doc. cité.

⁴⁹ P. Robrieux, *Histoire intérieure du parti communiste*, tome 4 : op. cit., pp. 169-174.

⁵⁰ RGASPI, f. 517, o. 1, d. 1657, pp. 80-84 : Lettre du 6 juillet 1934 sur le travail du PC à la campagne, signée par la Section coloniale centrale du PCF. Par son style, elle est attribuable à A. Ferrat.

⁵¹ OURS, fond Ferrat, 5 APO 1, dossier 1 : Note autobiographique d'André Ferrat, 7 f., p. 4.



Affiche du PCF appelant à un meeting d'André Ferrat à Paris sur la situation en Algérie. Juillet 1934. © Archives du PCF déposées aux Archives départementales de la Seine-Saint-Denis.

Le choc des émeutes de Constantine

Mais André Ferrat voit tous ses plans anéantis par le déclenchement d'émeutes antisémites à Constantine au début du mois d'août. Tout commence au soir du 3 août lorsqu'un soldat juif en état d'ivresse insulte des fidèles musulmans devant une mosquée. Des musulmans venus des campagnes et des bidonvilles environnantes s'en prennent à des juifs dans la ville de Constantine et dans d'autres localités. Le 5 août, le bilan est lourd : on compte 28 morts, dont 25 juifs et 3 musulmans, et au moins 80 blessés ; 200 magasins appartenant à des juifs ont été saccagés⁵². La SCC estime

⁵² Sur les émeutes de Constantine et pour une discussion de leur caractère antisémite, voir Charles-Robert Ageron, « Une émeute anti-juive à Constantine (août 1934) », *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, n° 13-14, 1973, pp. 23-40 ; Emmanuel Debono, « Antisémites européens en Algérie après le pogrom de Constantine (1934-1939) », *Revue d'histoire de la Shoah*, n° 187, janvier-avril 2007, p. 305-328 ; Joshua Cole, « Antisémitisme et situation coloniale pendant l'entre-deux-guerres en Algérie : Les émeutes antijuives de Constantine (août 1934) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*,

que les autorités coloniales ont « tout fait pour faire croire aux masses arabes que leurs véritables ennemis [étaient] les juifs (en général et pas seulement les usuriers) ». Aussi demande-t-elle instamment aux militants en Algérie de tout faire pour « empêcher les masses de se fourvoyer dans le piège antisémite » et pour « diriger cette lutte contre l'impérialisme français dans le sens de l'indépendance de l'Algérie » :

« Nous devons exiger la destitution et l'emprisonnement immédiat du gouverneur général Carde et des responsables dirigeants de la police et de l'administration. Nous devons exiger la dissolution immédiate des organisations fascistes antisémites, des gros colons et la suspension de leur presse, par exemple, la « *Libre Parole* » ; nous devons lutter et organiser le front unique d'action de tous les travailleurs français et juifs avec les ouvriers et paysans arabes pour défendre les revendications anti-impérialistes de ces derniers qui sont entre autres : abolition du code de l'indigénat, des droits politiques égaux, droit de presse, d'organisation, de parole, etc. Toute cette lutte doit être orientée dans le sens de l'indépendance de l'Algérie⁵³. »

Le 21 août, mécontent des nouvelles qu'il a, entre-temps, reçues d'Algérie, Ferrat y envoie une « lettre-directive » des plus virulentes. D'un côté, il condamne l'attentisme et l'isolement des communistes de Constantine qui n'ont pas pris publiquement position.

« D'après le rapport du camarade S., il résulte que les communistes européens et juifs se sont terrés, que la rupture a été totale entre eux et les communistes arabes. Nous n'avons pas la moindre indication sur ce qu'a pu être l'action de ces derniers⁵⁴. »

De l'autre, il accuse les dirigeants régionaux de frilosité sur la question paysanne : non seulement le bureau régional du PCF en Algérie n'a pas repris les mots d'ordre que Ferrat avait suggérés en juillet, mais il a tout simplement ignoré la question. De même, Ferrat considère qu'en ne dépêchant aucun émissaire sur place et en n'organisant aucun meeting, le bureau régional a gravement sous-estimé l'importance des événements de Constantine. Sa critique la plus vive concerne leur effroi face au mouvement révolutionnaire :

« Mais la chose qui nous surprend et nous peine le plus et qui est la plus importante, c'est que (...) vous appréciez les événements du 3 au 6 [août 1934] comme un malheur, comme une tragédie regrettable. Vous parlez de "la tragédie de Constantine", de "Constantine dans le sang", de "l'immonde boucherie", de "journées sinistres" et vous appuyez sur cet aspect au lieu de montrer le caractère paysan de masse du mouvement et ce qui poussait ces paysans. Vous dites vous-mêmes, en passant, dans le journal, que 30 000 paysans sont descendus sur Constantine, et vous ne montrez pas que c'est cela la chose principale. (...) »

Vous portez l'essentiel de votre effort et de votre argumentation à reprocher aux forces impérialistes de ne pas avoir empêché le mouvement. Vous reprochez à Ben Djelloul de ne pas avoir prêché le calme. Notre position est-elle donc de demander aux impérialistes d'empêcher les manifestations de paysans arabes ? Notre position consiste-t-elle donc à demander aux chefs nationaux-réformistes de prêcher le calme ?

n° 108, 2010, pp. 3-23 ; P.-J. Le Foll-Luciani, *Les juifs algériens dans la lutte anticoloniale*, op. cit., pp. 40-46.

⁵³ RGASPI, f. 517, o. 1, d. 1657, pp. 95-96 : Lettre de Durand au BR d'Algérie, écrite à Paris le 8 août 1934.

⁵⁴ RGASPI, f. 517, o. 1, d. 1657, pp. 102-107 : Lettre directive du PCF pour le Bureau régional d'Algérie datée du 21 août 1934, signée « La section coloniale centrale ». Elle est typique du style d'André Ferrat.

(...) Vous vous êtes laissé entraîner sur une position qui est celle du parti socialiste et des réformistes bourgeois, mais qui n'est pas la position communiste.

Nous devons travailler, non pas pour que le mouvement n'ait pas lieu, car il était inévitable, mais pour le diriger, non pas contre les Juifs, mais avant tout contre la Préfecture de Constantine, contre la Maison du Colon, contre la Mairie, contre les docks du syndicat des minotiers, contre la presse impérialiste et fasciste. Mais cette note, vous ne la donnez nulle part. Vous vous contentez de déplorer l'aspect anti-juif du mouvement⁵⁵. »

André Ferrat demande à nouveau au bureau régional d'Algérie de diffuser largement les revendications et les mots d'ordre révolutionnaires de la « paysannerie arabe et kabyle ». Sans grand succès. Des communistes de Constantine distribuent bien un tract pour dénoncer la politique de division entre les juifs et les musulmans, réclamer des mesures d'aide aux populations musulmanes et appeler « à la libération nationale et sociale de l'Algérie⁵⁶ ». Mais ils voient leur action entravée par la police. Plusieurs d'entre eux, dont Lucien Sportisse qui est né dans une famille juive, sont arrêtés le 18 septembre au motif qu'ils ont distribué un tract « appelant les indigènes à la révolte ». Leur arrestation intervient à la veille du Yom Kippour et de l'ouverture du procès du docteur Ben Djelloul, accusé d'avoir violemment pris à partie un policier arabe.

En ce même mois de septembre 1934, une délégation d'enquête, composée de trois avocats et des représentants de différentes sensibilités politiques, est envoyée en Algérie. Le PCF est représenté par Lucien Montjauvis⁵⁷. À son retour, ce dernier témoigne de l'état d'esprit des militants d'Algérie qu'il a trouvés désemparés et courroucés par l'attitude du PCF. « Effrayés par les événements, ils ont seulement vu la forme pogromiste des événements et n'ont rien tenté pour canaliser le profond courant de mécontentement des masses arabes contre l'impérialisme français. » Ils ont « très violemment protesté contre les articles d'information de *l'Humanité* qui étaient erronés » et dénoncé le fait que « dans la presse algérienne du parti on [ait] "salué les glorieux combattants de Constantine" alors qu'il y a eu des femmes et des enfants égorgés et qu'en vérité la colère des travailleurs arabes a été canalisée par la propagande fasciste contre les Juifs, sans distinction, et que ces "combats" ont eu tout le caractère du pogrom⁵⁸ ». En imposant sa lecture des événements, Ferrat a jeté le trouble parmi les communistes français d'Algérie. En tenant des positions radicales, il s'écarte aussi de la ligne de son parti qui a décidé de faire front commun avec les socialistes. Il se voit, en plus, privé de l'aide de plusieurs cadres algériens entrés au bureau régional du PCF quelques mois plus tôt. Déchu de ses fonctions de direction, Boualem a fait savoir dans le courant de l'été 1934 qu'il cessait toute activité politique. En octobre, Boukortt est arrêté par la police et emprisonné pendant dix mois à la prison Barberousse, où il entame une grève de la faim afin d'obtenir le

⁵⁵ RGASPI, f. 517, o. 1, d. 1657, pp. 102-107 : Lettre directive du PCF pour le Bureau régional d'Algérie datée du 21 août 1934, signée « La section coloniale centrale ».

⁵⁶ W. Sportisse, P.-J. Le Foll-Luciani, *Le camp des oliviers : Parcours d'un communiste algérien*, *op. cit.*, p. 53.

⁵⁷ RGASPI, f. 517, o. 1, d. 1657, pp. 108-109 : Lettre au Bureau régional d'Algérie du PCF, signée Durand pour la SCC le 13 septembre 1934 à Paris.

⁵⁸ RGASPI, f. 517, o. 1, d. 1657, pp. 111-113 : Rapport de L. Monjauvis sur sa délégation à Constantine du 15 au 21 septembre 1934. Le rapport des trois avocats a été publié : Lucien Montjauvis, Aloïs Zimmerman, Antoine Hajje, *La sanglante provocation de Constantine. Rapport de la délégation ouvrière d'enquête*, Paris, 1935, 64 p.

statut de prisonnier politique, ainsi que le droit de posséder des livres et d'avoir de la lumière en cellule. Il sera ensuite assigné à résidence dans les Territoires du Sud jusqu'à la victoire du Front populaire, vivant à Beni Abbès où il pourra compter sur la solidarité et le dévouement d'amis juifs et musulmans⁵⁹.

Toujours au mois d'octobre 1934, un rassemblement populaire composé du PCF, de la SFIO, de syndicats et d'associations est formalisé. André Ferrat se plie à la nouvelle ligne de son parti : la SCC demande au bureau régional du PCF en Algérie de développer une action commune avec le parti socialiste et l'ENA, ce dont elle informe le Komintern⁶⁰. L'ENA connaît alors un essor enviable. D'après la police parisienne, elle compte, au début de l'automne 1934, entre 800 et 1 000 membres en métropole⁶¹. Le 5 novembre 1934, ses leaders sont condamnés à six mois de prison. C'est dans ce contexte troublé qu'André Ferrat, George Kagan et Victor Fay créent en secret leur revue d'opposition. Né dans l'Empire russe en 1906, Kagan, juif polonais, a fait des études supérieures en France avant son expulsion en 1927. Il a ensuite gagné Moscou, où comme Ferrat il enseignait à l'École léniniste internationale. En plus de ses fonctions d'instructeur du Komintern à Paris, il assume la responsabilité de la revue théorique du comité central du PCF, *Les Cahiers du bolchevisme* sous le nom de Lucien Constant. Les deux amis décident d'intituler leur revue dissidente *Que faire ? Revue communiste* en hommage à Lénine. Par le titre choisi, ils font référence à l'ouvrage éponyme de Lénine, à qui ils se veulent fidèles, mais aussi peut-être à celui du révolutionnaire russe et écrivain utopiste Nicolas Tchernychevski (1828-1889). Leur journal paraît régulièrement de décembre 1934 à août 1939 ; il est animé par d'anciens militants exclus du PCF, mais aussi, de façon clandestine, par des membres continuant d'appartenir aux instances du parti. Vite démasqué, Kagan est convoqué à Moscou en février 1935. Prudent ou clairvoyant, sans doute ébranlé par le suicide à Moscou de Léon Purman, un autre instructeur du Komintern qui avait rejoint le groupe « Que Faire ? », créé quelques mois avant la revue, Kagan décide d'ignorer cette injonction et de rester à Paris, ce qui lui vaut d'être suspendu de toutes ses fonctions peu de temps après. À partir de ce moment, Ferrat pense que son tour est pour bientôt. En mai 1935, il réprovoe en secret la signature du traité franco-soviétique d'assistance mutuelle, dit « Pacte Laval-Staline » et, plus encore, le soutien apporté par Staline à la « défense nationale » française. Il s'en explique dans *Que faire ?*, qui tire déjà à 1 000 exemplaires, sous le pseudonyme de Marcel Bréval, tout en soutenant en apparence la position du PCF. Dès lors, il met toute son énergie à constituer un parti communiste algérien.

Ferrat à la manœuvre : la création d'un PC algérien

Il est généralement admis que le traité franco-soviétique du 2 mai 1935 aurait introduit une rupture dans la politique coloniale du PCF, qui dès lors aurait cherché à maintenir le *statu quo* dans les colonies. Les archives du Komintern infirment cette thèse répandue dans l'historiographie française. Elles révèlent que la création du PCA

⁵⁹ B. Boukourt, *Le souffle du Dahra*, op. cit., pp. 61-64.

⁶⁰ RGASPI, f. 517, o. 1, d. 1657, pp. 121-124 : Copie de la lettre à la Direction régionale d'Algérie écrite à Paris par Durand pour la SCC, le 12 octobre 1934, et reçue à Moscou le 31 octobre 1934.

⁶¹ APPP, B(A) 2170, d. ENA : Rapport intitulé « Au sujet de la dissolution et de la reconstitution de l'Étoile Nord-africaine » et daté du 6 septembre 1935, 21 p., p. 8.

s'est décidée cette année-là, à l'initiative d'André Ferrat qui agit, sinon avec le soutien de sa hiérarchie, du moins en toute liberté. Poursuivant désormais deux objectifs, la fondation d'un parti communiste algérien indépendant du PCF et la création d'un « front anti-impérialiste » rassemblant des organisations musulmanes progressistes et le futur parti communiste algérien, il adresse des propositions en ce sens au Komintern et aux communistes d'Algérie.

Des propositions au Komintern

Le 5 juillet 1935, à la veille du VII^e congrès du Komintern, le bureau politique du PCF adresse au Komintern à Moscou une longue résolution sur l'Algérie, dont, en toute probabilité, Ferrat est l'auteur. La résolution dresse un bilan sévère de l'action du bureau régional du PCF en Algérie, qui se voit reproché d'avoir « manqué de clarté et de vigueur dans la question du Front populaire », d'avoir délaissé les sujets qui ont passionné la population arabe, malgré les instructions de la SCC et du comité central du PCF, et d'avoir complètement négligé la question paysanne en dépit des directives de 1934-1935 qui « conservent toute leur valeur ». Elle plaide en faveur d'une « arabisation » de la politique du PCF en Algérie, estimant que cette politique doit « porter l'empreinte des préoccupations et des revendications aussi bien quotidiennes que générales du peuple arabe ». Enfin, elle suggère au Komintern de dédoubler le Front populaire en Algérie, ajoutant, de façon rhétorique, que « ces propositions ne sont de notre part que des suggestions au bureau régional » du PCF en Algérie, à qui il revient de les apprécier.

Ainsi naît l'idée de constituer en Algérie deux fronts populaires : un front arabe et un front français. D'après la résolution, « l'effort essentiel doit être porté sur l'organisation du Front populaire arabe, allant du parti communiste jusqu'à la Société des Oulémas et aux groupes qui soutiennent Ben Djelloul, en passant par l'Étoile nord-africaine ». La résolution propose de faire appel à des personnalités et à des organisations arabes susceptibles d'adhérer à un mouvement populaire arabe sous le double mot d'ordre « pour l'abolition du code de l'indigénat, pour l'abolition du décret fasciste Régnier ». La revendication d'indépendance n'est pas évoquée. Quant au front européen, il doit alerter sur le danger fasciste et rassembler les organisations et les partis qui appartiennent en France métropolitaine au Front populaire. Il est prévu que le parti communiste soit représenté dans chacun des deux fronts, le but étant de parvenir à la jonction ultérieure, même si « dans l'un comme dans l'autre de ces mouvements, il se trouve des gens qui ont intérêt à les maintenir séparés⁶² ». Le jeune Ouzegane passe plusieurs mois à Paris aux côtés de Ferrat avant de se rendre à Moscou en qualité de délégué du PCF au congrès du Komintern de 1935. D'après son témoignage, Thorez y aurait présenté la candidature de « la région algérienne du PCF » à l'admission comme section indépendante du Komintern devant la commission compétente du Komintern, tout en indiquant que les membres du CC du PCF responsables de l'action syndicale jugeaient la mesure prématurée⁶³.

⁶² RGASPI, f. 517, o. 1, d. 1736, pp. 30-34 : Résolution du Bureau politique du PCF sur la situation en Algérie, datée du 5 juillet 1935, 5 exemplaires. Le titre est traduit en russe à la main. Ce document émanant du PCF est envoyé à Moscou.

⁶³ A. Ouzegane, *Le meilleur combat*, *op. cit.*, p. 85.

Des instructions pour l'Algérie

En septembre 1935, Ferrat adresse une lettre-directive à tous les responsables communistes d'Algérie, par l'intermédiaire de Jean Chaintron, *alias* Jean Barthel, qui vient d'être nommé instructeur du PCF en Algérie sur sa proposition⁶⁴. Comme à son habitude, il défend sans ambages des positions radicales. Il rejette le programme du Front populaire en Algérie, qui réunit le PCF, la SFIO, la CGT, la CGTU, les radicaux-socialistes, la Ligue des droits de l'homme et des loges maçonniques. Il réproouve surtout l'attitude du PCF en Algérie. Il lui reproche de s'être concentré sur le Front populaire antifasciste, de sorte qu'il apparaît « comme un parti français et non comme le parti essentiellement indigène que nous devons être ». Il l'accuse aussi de ne défendre ni son programme, ni « les masses indigènes » au sein du front français. Il en veut pour preuve qu'à Constantine, le PCF, allié à la SFIO aux élections municipales, a accepté « qu'à cette liste soient ajoutés des bourgeois juifs particulièrement haïs de la masse indigène et connus comme exploiters vils et tarés », de sorte que le PCF apparaît à ses yeux « comme un Front franco-juif contre le peuple arabe (ou, dans le meilleur des cas, indifférent au sort du peuple indigène d'Algérie) ». Il donne aussi l'exemple d'Oran, où le Front populaire a choisi pour entête un drapeau rouge et un drapeau français, notant que « la nation française n'est pas la nation du peuple d'Algérie, c'est la nation oppresseuse, c'est la nation de l'impérialisme qui, par le fer et par le feu, s'est annexé l'Algérie et qui courbe sous l'esclavage la nation algérienne ».

Il en vient ensuite à expliquer pourquoi le Front populaire ne se présente pas en Algérie comme en France. Tout d'abord, pour la majeure partie de la population, le problème central n'est pas le fascisme, mais la libération nationale, car, explique-t-il, « le régime d'oppression de l'impérialisme français sur la masse indigène est à peu près aussi épouvantable que celui qu'Hitler fait régner sur le peuple allemand ». Ensuite, des dirigeants de l'Action française et des Croix de feu cherchent à attiser les sentiments antisémites des « masses indigènes » en défendant certaines de leurs revendications. En conséquence, il exige des militants d'Algérie de répéter sans relâche « qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être libre ». Conformément aux propositions faites au Komintern en juillet, il leur demande de constituer, en plus du front antifasciste, un front anti-impérialiste englobant le PCF et des « organisations indigènes » à tendance « national-révolutionnaire » ou « nationale-réformiste », avec pour mot d'ordre, non pas l'indépendance de l'Algérie, mais la lutte contre le code de l'Indigénat. Interceptée par la police, cette lettre-directive est reproduite dans *La Dépêche algérienne*, le 16 octobre 1935, sous le titre « Un complot contre la sécurité d'État en Algérie ». Cette publication permet une large publicité des idées du PCF parmi les Algériens politisés, d'autant qu'elle intervient un mois avant la parution du livre de Boukourt, préfacé par Barthel et intitulé *Peuple d'Algérie, quels sont tes amis ?*, dans lequel il tente de démontrer la compatibilité de l'Islam avec le communisme⁶⁵. De nouveaux adhérents viennent grossir les rangs du parti qui est encore dirigé, pour l'essentiel, par des Français.

⁶⁴ AOIRS, f. Ferrat, 5 APO 1, d. 2 (PCF, 1920-1936) : Lettre intitulée « À tous les militants responsables des rayons et des cellules d'Algérie » signée par Barthel (*alias* de Jean Chaintron) et datée du 17 septembre 1935, 7 f. La lettre a, en réalité, été rédigée par Ferrat, Barthel ayant seulement ajouté une courte introduction et quelques phrases dans le corps du texte de façon à rendre la critique moins abrupte.

⁶⁵ A. Drew, *We are no longer in France. Communists in colonial Algeria*, *op. cit.*, p. 90.

D'après des chiffres fournis en août 1935, la « région algérienne » compte 450 membres, dont 58 Arabes et Kabyles, et 200 jeunes communistes, dont une bonne proportion d'Arabes, qui sont répartis dans environ dix « rayons » et quarante cellules. Le bureau régional du PCF en Algérie n'a plus que quatre membres au lieu des sept élus l'année précédente, soit trois Arabes et un Européen. Les rayons sont, dans leur majorité, dirigés par des Européens⁶⁶. En France, les effectifs du PCF dans les milieux algériens restent très limités, alors que l'ENA continue sa progression. Forte de 2 500 membres régulièrement inscrits en septembre 1935, l'ENA organise de nombreux meetings et radicalise son discours⁶⁷.

En décembre ou en octobre 1935, dans un document en russe classé secret⁶⁸, le Komintern ordonne de préparer la « transformation de l'organisation algérienne en parti indépendant », en adoptant « un programme d'arabisation du parti et du mouvement », et en élisant « un comité central du parti communiste d'Algérie ». Il précise la marche à suivre : le rattachement du PCA au Komintern ne doit faire l'objet d'aucun communiqué, ni en France, ni en Algérie ; le PCF doit accorder au PCA des fonds propres, lui permettant d'assurer son travail, d'éditer légalement *La Lutte sociale* en français et de publier illégalement des journaux en arabe. Le Komintern définit aussi les relations du PCF et du futur PCA : l'instructeur du PCF en Algérie devra rester à la disposition du PCA « tant que les camarades algériens le jugeront nécessaire » ; le PCF aura le droit de donner des instructions et des conseils au PCA pour ce qui concerne le travail courant, mais, « comme par le passé », il devra soumettre les instructions à caractère programmatique à l'approbation préalable de Moscou. Concernant la politique d'alliances, le Komintern reprend les suggestions de Ferrat. Non seulement il recommande de « conserver le comité européen de Front populaire » et d'inclure la lutte contre le régime de l'indigénat dans ses revendications, mais il préconise de « constituer parallèlement un comité de front unique des organisations arabes, en accordant l'initiative de sa création aux nationalistes ». Concernant les revendications, il va plus loin que la proposition de Ferrat puisqu'il demande d'élargir « la plateforme du comité arabe en incluant le mot d'ordre de lutte pour l'indépendance de l'Algérie ».

Ferrat écarté : une opposition voilée du PCF ?

À la fin de l'année 1935, la tâche du PCF est donc triple en Algérie : fonder en secret un parti communiste algérien, orienter le front populaire européen de façon à promouvoir les droits politiques des « indigènes » et organiser un front uni arabe qui mette en avant le mot d'ordre d'indépendance. André Ferrat peut être satisfait : il a obtenu gain de cause auprès du Komintern. En Algérie, il a réussi à maîtriser les problèmes d'organisation en mettant en place un tandem qui fonctionne : depuis son retour de Moscou, Ouzegane se charge de l'organisation du front arabe et du recrutement d'adhérents musulmans, tandis que Barthel s'occupe du front

⁶⁶ RGASPI, f. 517, op. 1, d. 1736, pp. 35-37 : Document sans titre du 17 août 1935, doc. cité. Le terme « rayon », emprunté au russe, désigne un secteur géographique.

⁶⁷ APPP, B(A) 2170, d. ENA : Rapport du 6 septembre 1935, p. 8, doc. cité.

⁶⁸ RGASPI, f. 517, op. 1, d. 1736, pp. 38-41 : Document intitulé « Transformation de l'organisation algérienne en parti indépendant », 15 décembre 1935, secret, en russe. Le deuxième chiffre indiquant le mois est raturé de sorte qu'il pourrait aussi s'agir d'un 0 et donc indiquer le mois d'octobre.

antifasciste et du recrutement de volontaires pour la guerre d'Espagne⁶⁹. Mais Ferrat parviendra-t-il à convaincre la direction du PCF du bien-fondé de ses initiatives et surtout à surmonter son aversion personnelle pour la nouvelle ligne politique de son parti ?

La politique d'union en question

En novembre 1935, Ferrat fait part à la direction du PCF des réserves que lui inspire le projet de lois sur l'interdiction des ligues factieuses. Ces lois lui paraissent à la fois inopérantes contre les ligues d'extrême droite et dangereuses pour la survie d'organisations anticoloniales comme l'ENA. Il s'insurge surtout contre le fait que le programme du Front populaire alors en négociation ne contient aucune revendication en faveur des peuples colonisés. Il demande à la direction de son parti d'y inclure des demandes concernant les colonies. En vain. Le 11 janvier 1936, le PCF signe avec la SFIO, le parti radical, des syndicats et des associations le programme du Front populaire, qui se borne à prévoir la constitution d'une commission d'enquête parlementaire sur la situation politique dans les colonies. Dix jours plus tard s'ouvre à Villeurbanne le VIII^e congrès du PCF. Ferrat doit constater que le manifeste du congrès ne mentionne la question coloniale que de façon indirecte, en affirmant la nécessité de défendre la paix et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes⁷⁰.

Lors de ce congrès, auquel Ouzegane assiste aussi, Ferrat préside la commission coloniale et présente en séance plénière son rapport sur la question coloniale qui est approuvé à l'unanimité : décision est prise de réunir un congrès constitutif du Parti communiste algérien et de constituer un « vaste front national libérateur du peuple algérien », comme Moscou l'a expressément demandé⁷¹. Il est réélu membre du Comité central, mais apprend au dernier moment qu'il ne fait plus partie de l'instance de décision suprême du PCF. Thorez l'en informe, en passant, au moment de monter à la tribune pour annoncer la nouvelle composition du bureau politique. Comme excuse, il lui fera ensuite valoir qu'il était nécessaire de réduire le nombre des membres du bureau politique. Ferrat reste dirigeant de la Section coloniale et aucun reproche ne lui est adressé à ce sujet. Le parti lui renouvelle officiellement sa confiance dans le domaine colonial, même si, à la suite du congrès, sa direction « refuse une fois de plus d'inclure dans le programme du Front populaire la moindre revendication des peuples colonisés » et même si toute trace de sa présence et de son rapport au VIII^e congrès seront par la suite supprimés. Dans l'esprit de Ferrat, le point de rupture est atteint. Fatigué de louvoyer, il tranche le nœud gordien. Il décide de faire le procès de la politique du parti devant le comité central, tout en accélérant la création du parti communiste algérien⁷².

Dès le 7 février 1936, « des communistes algériens et kabyles défenseurs des indigènes » envoient un projet de programme d'action du PCA à Moscou qui ne porte pas la marque de Ferrat. Dans ce document qui prend la forme d'un manifeste, ils dénoncent les formes d'oppression sociale, politique et culturelle des Algériens, et précisent leurs positions, notamment en termes d'alliances :

⁶⁹ OURS, fond Ferrat, 5 APO 3 (Activités de Ferrat. 1950-1980), dossier 3 (Éléments biographiques sur des militants) : Note d'André Ferrat suite à une conversation avec Jean Chaintron (*alias* Barthel) le 18 juin 1977.

⁷⁰ J. Moneta, *La politique du Parti communiste français dans la question coloniale*, op. cit., p. 109-110.

⁷¹ RGASPI, f. 517, o. 1, d. 1814, p. 43 : Résolution sur le travail du PC en Algérie, tampon du 28 février 1936.

⁷² OURS, fond Ferrat, 5 APO 1, dossier 1 : Note autobiographique d'André Ferrat, 7 p.

« Le colonialisme dit que nous sommes des "nationalistes", des "anti-français" et des "vendus à l'étranger". Beaucoup de leaders bourgeois indigènes te disent que nous sommes un parti européen et que les musulmans n'ont que faire du communisme et n'ont pas besoin d'un parti communiste. Nous ne sommes ni des nationalistes, ni des anti-français, ni des antisémites. (...) »

« Notre doctrine, notre Parti ne sont pas, comme le disent certains, inaccessibles et incompatibles à notre peuple musulman. (...) Notre PC non seulement respecte la liberté de pensée, ne vexe aucune foi religieuse, défend la séparation du culte musulman et tous les autres cultes de l'État français, revendique la liberté de prêcher pour les Oulémas réformateurs, ouvre ses rangs à tous les travailleurs, musulmans ou autres, et est hostile à quiconque en son sein reproche à tel ou tel de ses membres sa foi religieuse⁷³. »

Si leur but ultime est le communisme, ils aspirent dans l'immédiat à la « libération du joug de l'impérialisme et du féodalisme, autrement dit à la révolution agraire anti-impérialiste ou bourgeoise démocratique ». Leur programme d'action est un amalgame hétéroclite, oscillant entre un projet clairement révolutionnaire et des revendications de type social-démocrate. Il prévoit ainsi la confiscation sans rachat de toutes les terres, « qui seront répartis entre fellahs pauvres, khammès [métayers] et ouvriers agricoles pour en faire une exploitation collective ou bien *individuelle* ». Il envisage la dissolution de « l'armée et de la police impérialistes », l'armement général de tous les ouvriers et paysans, et la création d'une armée rouge ouvrière et paysanne », et, en même temps, la mise en place d'une assurance chômage, la diminution des impôts et la journée de sept heures de travail. Il ne soulève pas la question du statut à venir des Français d'Algérie. Cependant, en proposant de favoriser l'enseignement de la langue arabe « en la rendant officielle dans tous les rapports », il tend à les exclure du projet futur⁷⁴. À ce moment, il n'est pas question d'évincer les Français du PCA. Seuls des quotas sont imposés pour qu'ils soient en minorité. En mars 1936, « l'élément européen dépasse (toujours) l'élément arabe ».

L'exclusion de Ferrat

Concernant l'avenir de l'Algérie, des divergences de taille se font jour. Ferrat et les communistes algériens prônent la séparation et l'indépendance à moyen terme. La direction du PCF entretient le flou sur ses intentions afin, d'un côté, de ne pas froisser le Komintern et, de l'autre, de rester en cohérence avec le Front populaire. Les socialistes se posent en défenseurs de l'assimilation totale. Quant aux dirigeants de l'ENA, qui ont adhéré au Front populaire dès ses débuts, ils s'en disent déçus avant même son arrivée au pouvoir⁷⁵. Ferrat passe à l'attaque le 2 avril. Il dénonce devant le comité central du PCF la « politique de l'union de la nation française », qu'il qualifie d'« opportuniste », en critiquant l'attitude du groupe communiste à la Chambre des députés, qui s'est abstenue lors du vote des crédits de guerre⁷⁶. Son rôle dans la revue *Que faire ?* est éventé par une taupe infiltrée. Sa rupture avec le parti s'accélère après

⁷³ RGASPI, f. 517, o. 1, d. 1814, pp. 4-19 : Projet de programme d'action du PC d'Algérie (rajout à la main « rédigé par l'Algérie »), daté du 7 février 1936.

⁷⁴ RGASPI, f. 517, o. 1, d. 1814, pp. 4-19 : Projet de programme d'action du PC d'Algérie (rajout à la main « rédigé par l'Algérie »), daté du 7 février 1936.

⁷⁵ APPP, B(A) 2170, d. ENA : Rapport daté du 17 février 1936.

⁷⁶ OURS, fond Ferrat, 5 APO1, dossier 2 : « Intervention d'A. Ferrat au Comité central du PCF le 2 avril 1936 », dans André Ferrat, *Lettre ouverte aux membres du parti communiste*, suivie des *Discours prononcés au Comité central et à la commission politique de la Conférence nationale du PC*, Paris, Imprimerie nouvelle, 1936, 43 p., pp. 15-26.

la victoire du Front populaire aux élections législatives du 3 mai 1936. 72 communistes sont élus députés sur un total de 608 sièges, la SFIO remportant quant à elle 147 sièges. Léon Blum est chargé de constituer le premier gouvernement. Le PCF et la SFIO n'ayant pas recueilli la majorité des voix, il exclut la mise en œuvre de réformes socialistes, se bornant à vouloir appliquer le programme de Front populaire.

Le 25 mai, Ferrat revient à la charge lors d'une autre réunion du comité central du PCF. Alors que les grèves et les occupations d'usine ont déjà commencé, il demande à son parti de rompre son alliance avec la SFIO et de prendre la tête du mouvement social qui agite le pays. Il critique, en même temps, le peu de changements intervenus dans les colonies. À la fin du mois de mai, Thorez lui remet en main propre un télégramme de Georgi Dimitrov, le secrétaire général du Komintern, qui le convoque à Moscou. Ferrat refuse de s'y rendre. Le 4 juin 1936, Blum est nommé président du Conseil. Le PCF le soutient sans participer au gouvernement. Certains députés communistes sont en première ligne sur les questions coloniales. Nouvellement élu député, Henri Lozeray devient vice-président de la Commission de l'Algérie et des Colonies à la Chambre⁷⁷. Typographe à Saint-Denis au début des années 1920, il a été avec Jacques Doriot l'un des pionniers de l'action antimilitariste et anticolonialiste au sein des JC. Entré en janvier 1925 au comité central du PCF qui lui a confié les affaires coloniales, il a été emprisonné pendant deux ans à la prison de Barberousse d'Alger. En 1931, il est tombé en disgrâce dans le cadre de l'affaire Barbé-Celor, à laquelle Ferrat n'était pas étranger.

Le 7 juin 1936, le jour même où sont signés les accords de Matignon, se réunit à Alger le premier Congrès musulman algérien, organisé conjointement par l'Association des Oulémas, la Fédération des élus musulmans, la SFIO et la « région algérienne » du PCF. Ce congrès marque l'aboutissement de la politique du « front anti-impérialiste » défendue par Ferrat, même si la revendication d'indépendance a été mise sous le boisseau et que l'ENA a refusé d'y participer. Libéré sur décision du Front populaire, Boukourt, qui officiellement est toujours le responsable du bureau régional du PCF, rentre de son exil forcé dans le Sahara le jour de l'ouverture du Congrès musulman à Alger. En montant à la tribune pour prendre la parole, il reçoit une ovation. Trente ans plus tard, il se souviendra de cet événement comme d'un moment « historique », empreint « d'un enthousiasme indescriptible ». Pour lui, « la passivité apparente du peuple algérien n'était plus qu'un souvenir », « la houle populaire qui avait déferlé à l'occasion du congrès » ayant « balayé ce préjugé⁷⁸ ». Également présent, Ouzegane entre au bureau du Congrès musulman.

Au même moment à Paris, Ferrat poursuit son offensive. Alors que le PCF cherche à briser les grandes grèves, estimant que les accords de Matignon constituent une victoire suffisante, il prône une radicalisation du mouvement social. Sachant ses jours comptés au PCF, il abat ses dernières cartes. Le 10 juin, lors d'une assemblée d'information sur les accords de Matignon, Jacques Duclos le prend à partie, puis l'empêche de s'expliquer en le faisant évacuer de force de la salle. Le 13 juin, le Comité central du PCF se réunit pour statuer sur son cas. Marcel Gitton, le secrétaire à l'organisation, qui pèsera de tout son poids pour rompre l'alliance des membres du Parti communiste indochinois avec les trotskistes vietnamiens de Saïgon l'année

⁷⁷ Notice sur Lozeray : R. Gallissot, *Algérie : engagement sociaux et question nationale*, *op. cit.*, pp. 434-437.

⁷⁸ B. Boukourt, *Le souffle du Dahra*, *op. cit.*, p. 67.

suivante⁷⁹, mène la charge : il lui demande de se repentir sous peine d'être exclu du Comité central. Sans en faire le point central de son argumentation, Gitton estime que « les conceptions de Ferrat comme responsable de la section coloniale ont entravé, dans les colonies, l'union indispensable des travailleurs indigènes et européens, et en Algérie en particulier, la réalisation du Front populaire ». Ferrat accepte toutes les critiques, sauf celles concernant la question coloniale. Il met en demeure la direction de son parti de fournir un seul document prouvant qu'il a « mené une politique entravant l'alliance des travailleurs européens et indigènes ». Bien plus tard, il notera non sans une pointe de fierté : « On ne m'a rien apporté et on ne pourra jamais rien m'apporter de pareil ». Le comité central du PCF se prononce à l'unanimité en faveur de son exclusion par un vote à main levée (Gaston Monmousseau s'est glissé à l'extérieur pour ne pas avoir à voter)⁸⁰. Le 7 juillet, *l'Humanité* publie une résolution l'accusant de sectarisme et de trotskisme. Il apprend peu après son exclusion définitive du PCF.



« Les femmes indigènes s'émancipent. Voici une partie des femmes indigènes qui ont pris part au défilé du Front populaire à Alger, défilé organisé pour fêter la victoire du front populaire aux dernières élections. » Alger, le 17 juillet 1936. © Centre de documentation RADAR.

⁷⁹ Céline Marangé, *Le communisme vietnamien (1919-1991). Construction d'un État-nation entre Moscou et Pékin*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012, pp. 121-125.

⁸⁰ Ferrat cite *in extenso* la résolution du Comité central du 13 juin, adoptée sans avoir été votée et publiée le 7 juillet 1936 dans *l'Humanité*. Cf. « Pourquoi et comment avez-vous été exclu du Parti communiste ? », dans « Quatre questions à André Ferrat », *Cahiers d'histoire sociale*, *op. cit.*, pp. 136-143.

Retour au *statu quo ante* ?

Le Parti communiste algérien en faveur duquel Ferrat a tant œuvré voit le jour à l'issue d'un congrès fondateur qui se tient les 17-18 octobre 1936 en présence de Gitton, arrivé de Paris, et de 200 personnes, venues de toute l'Algérie, dont 62 délégués algériens, 67 délégués européens et 6 délégués femmes. Il remplace la « région algérienne » du PCF et rassemble, à ce titre, des militants arabes et kabyles, mais aussi des militants « européens ». Les premiers dirigeants du PCA adoptent des positions assimilationnistes qui sont aux antipodes de celles défendues quelques mois auparavant, notamment dans le manifeste envoyé à Moscou en février 1936. Ainsi, le 3 novembre 1936, Boukortt, Ouzegane et Barthel écrivent aux dirigeants du PCF à Paris pour leur demander de soutenir publiquement le projet Blum-Viollette :

« Ce projet est certes dérisoirement timide, qui n'accorde le droit de vote qu'à 25 000 indigènes seulement. L'Étoile Nord-Africaine et nos gauchistes trouvent là matière à hurlements et repoussent tout simplement cette réforme, non sans réclamer comme revendication immédiate la suppression du Gouvernement général et la constitution du Parlement algérien... Quant à nous, tout en soulignant l'insuffisance du projet, nous pensons qu'il faut l'accepter, tout en poussant pour obtenir davantage⁸¹. »

Ce revirement n'est pas particulièrement étonnant quand on connaît l'importance de la discipline de parti dans le système communiste. Leur ancien chef ayant été désavoué et accusé de trotskisme, l'anathème suprême, sans doute veulent-ils se démarquer de lui en cette année où commencent les Grands procès de Moscou. Le premier procès contre le « centre terroriste trotskiste-zinoviéviste » a eu lieu en août 1936 et s'est achevé par la condamnation à mort et l'exécution de tous les accusés, issus de la vieille garde bolchévique, et notamment de Grigori Zinoviev, le premier dirigeant du Komintern (1919-1926).



Affiche de l'Algérie sous le Front Populaire : Grande fête champêtre de lutte sociale au bois de Boulogne. Alger, septembre 1936. © Archives nationales d'Outre-mer à Aix-en-Provence

⁸¹ RGASPI, f. 517, o. 1, d. 1814, pp. 70-74, p. 72 : Lettre du Parti communiste d'Algérie au Secrétariat du PCF, faite à Alger, le 3 novembre 1936. La lettre est signée de Ben Ali Boukortt, Barthel et Ouzegane. Elle s'adresse nommément à Thorez, Gitton et Duclos.

Par ailleurs, s'ils sont formellement indépendants, les dirigeants du PCA dépendent entièrement du PCF sur le plan financier. Privés de toute ressource, ils demandent, dans le même courrier, une aide exceptionnelle au PCF, ainsi qu'un financement régulier d'un montant de 8 000 francs par mois, pour couvrir le salaire de deux permanents, payer le loyer de leur local et assurer l'édition de leur journal et l'impression de tracts. Enfin, ils ne peuvent pas s'appuyer sur le mouvement syndical en Algérie qui reste sous la tutelle directe du PCF. Condamné pour anticolonialisme, Barthel quitte l'Algérie et part combattre en Espagne en ce même mois de novembre 1936. Il est remplacé par Robert Deloche, un ouvrier fourreur originaire de la région parisienne plus docile et moins habile que lui. La politique initiée par Ferrat est abandonnée. Le nouvel instructeur joue les censeurs, juge des torts et des mérites, attribue les fonds de façon discrétionnaire. Nommé numéro deux du PCA en décembre 1937, au cours du II^e congrès du PCA, Deloche écarte Ouzegane, jugé trop proche de Ferrat, et relègue Boukortt, le Premier secrétaire, à un rôle subalterne⁸². Au plus fort des procès de Moscou et de la purge du Komintern⁸³, il s'attache aussi à démasquer les trotskistes et à débusquer les « éléments antisoviétiques⁸⁴ ».

D'après des sources policières, le PCA compte, à la fin de l'année 1937, 5 000 membres, dont 2 000 musulmans⁸⁵. Dans les années suivantes, il ne parviendra pas à endiguer la concurrence politique, que ce soit la montée des courants nationalistes algériens ou le succès du Parti populaire français (PPF) de Doriot⁸⁶. Les premiers dirigeants arabes du PCA finiront par suivre la voie tracée par Ferrat. Boukortt rompra définitivement avec le communisme soviétique à la fin de l'année 1939, peu après la conclusion du pacte Ribbentrop-Molotov. Ouzegane, emprisonné au début de la guerre, dirigera le PCA du mois d'octobre 1943 jusqu'à son éviction en 1946. Définitivement exclu en avril 1947, il s'engagera par la suite aux côtés du Front de Libération nationale et manifesterà sa vie durant une vive acrimonie à l'égard du PCF et du PCA. Quant à Ferrat, leur mentor, il poursuivra son engagement anticolonial en frayant dans d'autres milieux de gauche⁸⁷. Mobilisé au début de la guerre, blessé et recherché par la Gestapo, il rejoindra la Résistance en 1942, intégrant la direction du groupe Franc-Tireur à Lyon. En 1946, il deviendra membre du Comité directeur de la SFIO, à laquelle il a adhéré en 1937 en même temps que d'autres membres de la revue *Que faire ?*. Fidèle à ses convictions anticoloniales, il démissionnera de ses fonctions dix ans plus tard, en 1956, en signe de protestation contre la politique menée en Algérie par le président du Conseil, le socialiste Guy Mollet.

⁸² RGASPI, f. 517, o. 1, d. 1888, p. 3 : Comité central du Parti communiste d'Algérie en mars 1938.

⁸³ Cf. Nicolas Werth, *L'ivrogne et la marchande de fleurs. Autopsie d'un meurtre de masse (1937-1938)*, Paris, Tallandier, 2009.

⁸⁴ RGASPI, f. 517, o. 1, d. 1888, pp. 1-2 : Lettre de Deloche au Secrétariat du PCF, Orléansville, 28 janvier 1938.

⁸⁵ Note de la Sureté d'Oran datée du 21 décembre 1937 et citée par P.-J. Le Foll-Luciani, *Les juifs algériens dans la lutte anticoloniale*, *op. cit.*, p. 58.

⁸⁶ C.-R. Ageron, « Le parti communiste algérien de 1939 à 1943 », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 12, octobre-décembre 1986, pp. 39-50.

⁸⁷ Cf. Benjamin Stora, « La gauche socialiste, révolutionnaire et la question du Maghreb au moment du Front populaire », *Aden*, numéro « Paul Nizan et les années 1930 », n° 8, octobre 2009, pp. 19-55.

La fondation du PCA est bien sûr l'œuvre d'un système, celui du Komintern, auquel tous les partis communistes sont liés à des degrés divers par leur matrice originelle, leur corpus idéologique et leur histoire. Le PCA est aussi le fruit d'une collaboration, épineuse et fructueuse à la fois, entre des cadres communistes français et de jeunes militants algériens qui ont l'anticolonialisme chevillé au corps. Mais c'est surtout l'œuvre d'un homme qui rompt avec la logique bureaucratique pour mener à bien la tâche qui lui a été confiée. Léniniste convaincu, Ferrat répugne à sacrifier la « révolution mondiale » et la « libération des peuples opprimés » à la sécurité de l'Union soviétique. Comme bien d'autres avant lui, il refuse de croire, à partir d'un certain point, que pour servir la cause, il faut d'abord et avant tout soutenir le système. Il perd confiance en son église sans perdre la foi, ni se défaire de l'*ethos* du bolchevique. Sa crise de conscience commence après l'accession d'Hitler au pouvoir. La répression des communistes allemands, qui intervient six ans après le massacre des communistes chinois, lui décille les yeux sur l'efficacité du Komintern, la clairvoyance des dirigeants soviétiques et la servilité complice de Thorez. La rupture avec le parti sera lente et progressive car elle implique un arrachement à soi, tant son engagement a été précoce et total. À cet égard, la politique qu'il a menée en Algérie en 1934-1936 a sans doute eu aussi une fonction cathartique.

L'auteur

Céline Marangé est chercheuse sur la Russie et l'Ukraine à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire. Elle écrit sur les relations internationales, la politique étrangère russe, notamment en Asie, et les répercussions de la guerre en Ukraine. Docteur en science politique (Sciences Po Paris, 2010), elle s'intéresse aussi à l'histoire politique et à l'histoire-monde. Elle est l'auteur du *Communisme Vietnamien, 1919-1991. Construction d'un État-nation entre Moscou et Pékin* (Paris, Presses de Sciences Po, 2012) et de trois autres articles sur la politique coloniale. Une liste complète de ses publications, ainsi que certains de ses articles, sont disponibles sur son site : <https://sites.google.com/site/celinemarange/>

Résumé

Cet article retrace le parcours politique d'André Ferrat entre sa nomination à la tête de la section coloniale centrale du PCF en 1931 et son exclusion du parti en 1936. Il explore, à partir des archives du Komintern, ses relations avec les premiers communistes algériens, les dirigeants français du PCF et les responsables du Komintern. Il établit que Ferrat a joué un rôle crucial à la fois dans la naissance du parti communiste algérien et dans l'émergence du premier « Front anti-impérialiste musulman » à Alger en 1936. Mais il révèle aussi que ses ambitions révolutionnaires ont souvent été en décalage avec les attentes des militants algériens pour qui la lutte anticoloniale était prédominante et, par ailleurs, que son action politique en Algérie était indissociable de son aliénation progressive vis-à-vis du PCF et du Komintern. Il démontre ainsi qu'en dépit de la centralisation et de la hiérarchie de l'appareil communiste, l'initiative individuelle restait possible pour qui connaissait les arcanes du système et qui maîtrisait l'art de la manœuvre.

Mots clés : Algérie ; communisme ; anticolonialisme ; PCF ; Komintern.

Abstract

"André Ferrat and the Creation of the Algerian Communist Party, 1931-1936"

This article traces the political career of Andre Ferrat from his appointment as head of the Central Colonial Section of the French Communist Party in 1931 to his expulsion from the party in 1936. Drawing upon Comintern archives, it explores Ferrat's relations with the first Algerian communists, the French leaders of the PCF and Comintern officials. It shows that Ferrat played a crucial role in both the birth of the Algerian Communist Party and the emergence of the first "Muslim anti-imperialist Front" in Algiers in 1936. But it also reveals that his revolutionary ambitions were often at odds with the expectations of Algerian militants, for whom the anti-colonial struggle came first, and that his political action in Algeria was inseparable from his gradual alienation from the PCF and Comintern. It thus demonstrates that, despite the centralization and hierarchy characteristic of the communist apparatus, individual initiative was still possible for someone who knew the intricacies of the system and mastered the art of maneuvering.

Key words: Algeria; Communism; Anti-colonialism; PCF; Comintern.

Pour citer cet article : Céline Marangé, « André Ferrat et la création du Parti communiste algérien (1931-1936) », *Histoire@Politique*, [en ligne], n° 29, mai-août 2016, www.histoire-politique.fr